

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2019

PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix neuf, le vingt quatre juin à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD - Mme Nelly GODDE

T. FALCONNET - Bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Je vous propose tout d'abord de désigner notre secrétaire de séance, Mme MARINO. Elle est absente, je propose que ce soit Mme CARLIER, si elle le veut bien.

C. CARLIER – Oui, M. le Maire.

T. FALCONNET – Très bien. Mme CARLIER, je vous donne tout de suite la parole pour l'appel des membres présents.

C. CARLIER – Merci, M. le Maire.

La secrétaire de séance, Caroline CARLIER, procède à l'appel.

T. FALCONNET – Merci, Mme CARLIER. Le quorum est atteint nous allons pouvoir délibérer. Je vous propose tout d'abord d'approuver le procès-verbal de notre dernière séance du Conseil municipal du 8 avril 2019. Y a-t-il des observations à ce procès-verbal ? Des remarques ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Mes chers collègues, mesdames et messieurs. Je voulais vous donner quelques informations liminaires avant d'aborder l'ordre du jour, tout d'abord vous dire que nous sommes en niveau trois d'alerte canicule. Aujourd'hui, la Préfecture de la Côte-d'Or nous a alertés, les uns et les autres, sur cette situation qui était connue donc nous avons pris les mesures prévues par le plan canicule, à savoir, prise de contact avec toutes les personnes dites fragiles, identifiées, notamment par le Centre Communal d'Action Sociale, les

personnes âgées. Nous avons annulé quasiment toutes les activités sur le territoire communal, comme d'ailleurs dans toutes les communes, c'est-à-dire, toutes les activités de plein air par exemple, qui étaient prévues dans les écoles, la découverte des clubs sportifs est également annulée et puis, bien évidemment, nous mettons à disposition des personnes qui le souhaitent une salle réfrigérée au Centre Communal d'Action Sociale.

Vous le savez également, notre ville, comme d'autres ailleurs en France, a beaucoup subi au début du mois de juin. Comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises, devant vous ce soir, je déplore et je condamne de nouveau les actes qui ont été commis, des actes inadmissibles et criminels dont les premières victimes sont les habitants de notre ville. J'ai d'ailleurs reçu de leur part de nombreux messages de soutien, de confiance et d'encouragement dont j'ai été particulièrement touché et je les en remercie vivement, même si ce n'était pas simple pour eux de nous adresser ce type de message.

Je tiens à réaffirmer tout mon soutien aux sapeurs pompiers, aux forces de l'ordre et aux personnels de Divia-Keolis, qui ont été eux-aussi victimes, et je salue leur professionnalisme malgré les difficultés et malgré parfois les risques encourus.

Que dire face à de tels actes ? D'abord, que la volonté politique de cette majorité, de cette équipe municipale, que ma volonté politique restent intactes et que nous sommes toujours déterminés à poursuivre le travail engagé depuis presque 4 ans pour Chenôve avec les Cheneveliers, pour les Cheneveliers, dans la continuité de mes prédécesseurs pour poursuivre la transformation de notre ville. D'ailleurs, prédécesseurs qui ont connu, eux aussi, de tels événements et de telles périodes d'agitation dans la ville.

Vous le savez, les enjeux liés à la tranquillité publique et l'adoption indispensable de mesures fortes pour nous permettre d'agir contre les différents fléaux que nous connaissons, fait l'objet de toute notre attention et de notre mobilisation.

Pour une majorité composée de femmes et d'hommes de gauche, et qui l'assument, c'était un vrai changement de paradigme, résumé en une formule « la République ferme et généreuse ». Généreuse dans l'accès aux droits de chacune et de chacun. Ferme dans le respect des devoirs et des obligations de tous.

Aujourd'hui, les villes comme la nôtre prennent à bras le corps ces problématiques difficiles, dans une approche la plus globale possible embrassant en même temps les dimensions éducative, sociales, de santé, d'accès aux sports, à la culture et aux loisirs. J'en veux pour preuve les riches débats que nous avons connus et les constats partagés par les maires des communes populaires lors de la tenue de l'Assemblée Générale de l'association « Ville & Banlieue » ici à Chenôve le 6 juin dernier.

Ce constat est aussi partagé par les acteurs locaux qui sont tous, pour la plupart, investis eux-aussi du mieux qu'ils le peuvent dans leurs missions, à nos côtés, tout en se heurtant à des difficultés régulières, voire quotidiennes. Et, à ce titre, je voudrais vous faire partager un constat alarmant, voire dramatique, à plusieurs niveaux.

- D'abord la faiblesse des effectifs chez les forces de sécurité avec, rappelons-le tout de même, plus de 10 000 postes supprimés par la droite sous l'ère Sarkozy dans les effectifs de police et de gendarmerie. 6 000 créés par le précédent Gouvernement, celui de François HOLLANDE mais 6 000 qui ont été affectés exclusivement à la lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, il manque dans les effectifs de police au commissariat de Dijon, 13 enquêteurs, 20 policiers de terrain pour effectuer leurs missions de sécurité.
- Du côté de la justice, le même manque de moyens est à déplorer, allongeant plus que de raison les délais de prise en charge et de sanction pénale. Le Procureur de

la République Eric Mathais dénonçait, lors de la rentrée judiciaire, un manque cruel de magistrats et d'auxiliaires de justice. Pour exemple, le délai moyen de prise en charge par le Tribunal des mineurs ou de passage devant le juge des enfants se situe entre 12 et 18 mois. De nombreux mineurs sont jugés 2 ou 3 ans après les faits, alors qu'ils sont devenus majeurs. Ce n'est pas acceptable et le sens de la sanction prononcée trois ans après... je vous laisse simplement imaginer comment les jeunes prennent cette condamnation.

- La faiblesse voire l'indigence de la réponse éducative : là aussi, par manque criant de moyens et donc de suivi, les services de l'Éducation Nationale ne déclenchent une action en direction des familles qu'après plusieurs signalements pour faits préoccupants. La diminution des bilans de santé obligatoires à certains âges de l'enfance en raison de la baisse du temps de présence des personnels médicaux et paramédicaux dans les établissements scolaires alors que les enfants repérés sont bien souvent ceux qui souffrent de troubles psychiques ou de handicaps qui restent alors non diagnostiqués et/ou non pris en charge à leur juste mesure. Un enfant ou un adolescent, aujourd'hui, doit attendre entre 6 et 8 mois pour pouvoir bénéficier de l'action du Centre médico-psychopédagogique (CMPP) alors que l'urgence est là et qu'il devrait être pris immédiatement en charge.
- En matière d'aide sociale à l'enfance, les délais de prise en charge augmentent jusqu'à devenir inacceptables : 6 mois pour la mise en place d'une aide éducative à domicile et ce ne sont pas moins de 145 enfants en liste d'attente fin juin 2019 pour le territoire de Dijon Métropole.
- Je pourrais évoquer également les fermetures de Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) qui sont des établissements sociaux ou médico-sociaux financés par le Conseil Départemental et spécialisés dans l'accueil temporaire de mineurs en difficulté.
- La fermeture du SAS également, le SAS Acodège, par manque de financement du Conseil Départemental à partir de juillet 2019 : c'était un dispositif de « remédiation éducative » qui accueillait les jeunes en situation de vulnérabilité de 11 à 18 ans.
- Et bien évidemment, je conclus par la diminution depuis quelques années jusqu'à l'arrêt en septembre 2018, du financement de la Prévention spécialisée par le Conseil départemental. Nous n'avons plus d'éducateur de prévention sur le territoire communal.

Comment peut-on accepter cette situation sans la dénoncer ? Comment se satisfaire de cette chaîne de ce que j'appellerais, aujourd'hui, d'irresponsabilités qui conduit à ces situations de plus en plus problématiques pour nos villes, pour nos quartiers et en tout état de cause, pour les habitants ? Et aussi, et je le dis avec force ce soir, pour les enfants incriminés dans ces faits de violence, âgés pour certains d'entre eux d'à peine 9 ans. Le plus jeune d'entre eux, qui a été identifié, avait 9 ans. Oui, ces enfants sont en danger et ils doivent être pris en charge.

À notre échelle, bien que nous n'ayons pas la compétence de la sécurité qui reste une mission régalienne de l'État, voilà les mesures que nous venons de prendre, nous, en plus de toutes celles que nous avons déjà mises en place depuis septembre 2015 (notamment celle du recrutement de deux policiers municipaux cette année et du développement de la vidéo protection). Je vais vous en faire la liste pour que vous ayez tout cela en tête :

- Recrutement d'un médiateur pour l'exercice 2019 et d'un autre médiateur en fin d'année ou début d'année 2020, avec des profils de professionnels de la médiation,
- Mise en place d'une coordination jeunesse avec le renforcement du travail

transversal dans une logique de projet afin d'avoir une vision globale des difficultés que connaissent les jeunes et les enfants sur le territoire communal,

- Mobilisation des éducateurs sportifs jusqu'à 21h cet été, tous les jours de la semaine, pour proposer aux enfants et aux jeunes des activités sportives au cœur des quartiers,
- Repérage précis et systématique des enfants et des familles en situation de fragilité afin de leur proposer un accompagnement adapté en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment le Conseil départemental qui en a la charge jusqu'au transfert de compétences à Dijon Métropole (transfert de compétences que nous attendons encore),
- Mise en place et renforcement des actions de soutien à la parentalité,
- Pour écourter les délais de prise en charge des populations fragiles, nous recrutons au CCAS un éducateur spécialisé en contrat de formation pour le PRE, pour son extension et son renforcement, et une assistante sociale supplémentaire,
- Et puis, je l'ai déjà annoncé, nous reconstruisons la boîte à vélos, les ordres de service aux entreprises ont été passés et d'ici quelques semaines (bien qu'elle soit aujourd'hui déjà ré-ouverte au café Pirouette), il y aura une nouvelle boîte à vélos au même emplacement où la précédente était installée. Ce qui montre bien la bonne collaboration entre la MJC et Pirouette Cacahuète, que les associations savent travailler ensemble au service des habitants, quels qu'ils soient, sous l'impulsion de la ville.

Quand le Président du Conseil départemental, encore ce matin, me dit-on, met la responsabilité sur les maires qui n'ont pas mis, soit disant, les moyens pour la prévention de la délinquance. C'est faux, c'est un mensonge ! Ce qui est en revanche la vérité, c'est que la Côte-d'Or est l'un des 14 départements (sur une centaine) à avoir supprimé la prévention spécialisée. C'est que le Président du Conseil départemental a réduit le nombre de travailleurs sociaux dans les agences solidarité famille et pour l'aide sociale à l'enfance. Il prend une responsabilité éminente dans cette chaîne d'irresponsabilité. C'est un choix politique dont nous, sur le terrain, dans nos villes, dans nos quartiers populaires, nous subissons les conséquences. Tout cela pour avoir moins à payer à la Métropole lorsque les compétences du Département lui seront transférées.

Cet état de fait et ces décisions (et non-décisions) qui m'échappent, qu'elles soient prises au niveau de l'État, au niveau du Conseil départemental, m'obligent en tant que maire à aller encore au-delà, à renforcer les moyens municipaux pour répondre aux attentes légitimes des habitants, sans que nous ayons la capacité, puisque nous n'en avons pas la compétence, d'agir en matière de lutte contre les stupéfiants et les délinquants de plus en plus violents.

Alors qu'une grande mobilisation en faveur des quartiers populaires avait été annoncée par le Président de la République l'année dernière, le 22 mai 2018 précisément, nous restons – avec l'ensemble de mes collègues maires de villes populaires – dans l'attente de précisions au sujet du plan qui sera mis en œuvre. Il faut impérativement que les forces de Police Nationale et les Tribunaux disposent des effectifs suffisants leur permettant de faire face, dans des conditions dignes, à l'ensemble de leurs missions, pour lesquelles nous connaissons et mesurons leur engagement au quotidien. Seule une véritable stratégie nationale de lutte contre les trafics saura répondre, dans la durée, avec les moyens suffisants, à la situation alarmante que nous éprouvons dans nos territoires. Je soutiendrai, comme je l'ai déjà fait, toutes les mesures prises en ce sens sans aucune hésitation, sans aucun atermoiement.

C'est le même message, le même appel à la « reconquête républicaine » lancé il y a quelques mois par Gérard COLLOMB qui, brisant son silence après son aventure jupitérienne, alertait sur l'existence de « problèmes immenses », le risque de fracturation de la société, et donc de la nécessité de mettre en œuvre une véritable politique pour restaurer

l'ordre républicain.

La sécurité est un droit pour chaque citoyen, où qu'il habite, et nous y prenons notre part, à notre échelle, dans le cadre de nos compétences qui ne sont que très restreintes dans ce domaine.

Ce soir, en Conseil municipal, je demande solennellement, en votre nom, aux différents responsables d'assumer pleinement leur mission, comme nous le faisons, nous !

J'ai pu échanger sur ce point avec le Maire de Dijon et Président de Dijon Métropole, François REBSAMEN, qui a adressé un courrier à M. le Préfet pour l'informer de la situation préoccupante sur les quartiers dijonnais et Grand dijonnais et lui demandant de bien vouloir lui indiquer les moyens supplémentaires susceptibles d'être mobilisés par le ministère de l'Intérieur pour renforcer la sécurité de nos concitoyens. Nous voulons également une accélération dans les enquêtes et procédures en cours permettant d'identifier et de sanctionner les auteurs de ces actes criminels. Je ne pense pas seulement aux incendies que nous avons connus en juin, je pense également aux enquêtes en cours sur d'autres sujets qui préoccupent nos concitoyens, à savoir le trafic de stupéfiants.

En notre nom, un courrier a été également adressé à Madame la Garde des Sceaux, Nicole BELLOUBET et Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Christophe CASTANER, avec différents maires de grandes villes de toutes obédiences politiques (le maire de Lille, Nantes, Toulouse, Rennes, Paris, Bordeaux, Strasbourg, Nice, Clermont-Ferrand) pour faire état de cette situation, je le répète, pour le moins préoccupante.

Mais Chenôve n'est pas que cela, c'est une belle ville, une très belle ville dont les habitants que nous sommes sont fiers et qui compte justement sur leur engagement pour la rendre créative, dynamique, engagée, tolérante et solidaire !

Chenôve, c'est une ville où l'on vient maintenant assister à des spectacles de qualité et je fais référence à la soirée de lundi dernier durant laquelle a été dévoilée la Saison Culturelle #6 qui promet encore de belles découvertes, dans un projet culturel global, à l'intérieur et hors les murs du Cèdre, à la bibliothèque François Mitterrand ou encore à l'escale Charcot.

Chenôve, c'est une ville où nous avons fêté l'engagement dans le cadre de la « fête des bénévoles » dédiée aux bénévoles actifs des associations de la ville où l'esprit Bonbi rimait avec solidarité et générosité ! 450 convives, heureux d'être ensemble, de partager ce moment de joie.

Chenôve, c'est une ville aussi qui vise l'excellence éducative. Nous aurons, en point premier de cet ordre du jour, à nous prononcer ce soir sur sa labellisation en qualité de « Cité Éducative » tout en restant vigilants quant aux moyens nécessaires pour renforcer notre action. Et vous avez, normalement, eut communication sur vos tables de la brochure éditée par la Maison des sciences de l'homme, comme cela nous l'avait été demandé, je crois par Mme RICHARD, la brochure rassemblant les résultats de cette belle recherche universitaire menée sur le numérique à l'école

Chenôve, c'est une ville où l'on peut pratiquer les cultures urbaines dans un esprit joyeux et enthousiaste, expression des talents de nos rues et de nos quartiers, je fais bien sûr référence au gala de Figure 2 style, deux journées consécutives pendant lesquelles le Cèdre a été rempli par les parents, par les supporters de Figure 2 style et, bien entendu, je vous invite à participer à la 3ème édition du Bonb'Hip hop qui se tiendra début juillet.

Chenôve, c'est une ville aussi où l'on soutient historiquement la pratique sportive pour toutes et tous, ce qui nous a d'ailleurs permis d'obtenir le label « Ville Active et Sportive » et là je prendrais deux exemples parmi d'autres : les 50 ans du Basket Club de Chenôve que nous avons célébré ensemble samedi soir et le lancement ce soir de la maîtrise d'œuvre du

gymnase du mail, si bien sûr vous votez majoritairement cette délibération. Le BCC c'est un titre de champion de France en U15 élite (donc les moins de 15 ans), et puis je pourrais évoquer aussi les nombreux titres internationaux de la DOC mais aussi la montée, pour la deuxième année consécutive, du club de football dans la division supérieure.

Chenôve, c'est une ville qui conjugue social et écologie pour tous. Alors que nous traversons, nous commençons aujourd'hui un épisode caniculaire et que toutes les mesures ont été prises pour y faire face, nous répondons d'ores et déjà à l'urgence climatique à travers nos projets, le plan de sauvegarde du plateau qui sera prochainement dévoilé, le projet de parc au cœur de la ville sur 4 hectares, la création d'îlots de fraîcheur dans les différents quartiers, les constructions neuves de haute qualité environnementale avec végétalisation des espaces comme il est inscrit dans le futur PLUi et je n'oublie pas les actions quotidiennes de la municipalité où le développement durable est mis systématiquement à l'ordre du jour.

Chenôve, c'est aussi une ville où l'on promeut les valeurs de la République, coûte que coûte, et la laïcité dans le respect des convictions intimes des uns et des autres à travers, par exemple nos cérémonies commémoratives, le soutien au monde combattant, le contrat de ville, à travers le projet « Start Again » pour l'égalité entre les femmes et les hommes, à travers la fête de la République, le 21 septembre prochain.

Tout cela dans le respect de l'utilisation des deniers publics, dans la bonne gestion de nos recettes et de nos dépenses, cette bonne gestion qui nous permet de conduire ces projets, de mettre Chenôve en perspective d'avenir, comme en atteste le Budget supplémentaire, qui est un vrai Budget supplémentaire, M. BUIGUES, vous nous le direz tout à l'heure.

Mes chers collègues, en guise de conclusion de ce propos un peu long, mais l'actualité était riche, je terminerai avec les mots de Jean DUTOURD, qui ne partageait pas très exactement nos options politiques mais il fut quant même romancier et membre de l'Académie Française, et qui disait, et je vous invite à bien écouter cette citation mais je pourrais vous l'envoyer par la suite si elle vous plaît, « aimer est difficile, cela demande de l'énergie, du dévouement, des exigences, alors qu'être aimé est facile, il suffit de céder sur tout ». J'aime Chenôve, nous aimons Chenôve, et pour notre ville, nous ne céderons sur rien !

Je vous remercie. Nous allons pouvoir maintenant aborder le premier point de l'ordre du jour. Je vais vous présenter le projet de « Cités éducatives ».

M. Dominique MICHEL souhaite prendre la parole.

T. FALCONNET – On n'intervient pas après le propos liminaire du Maire, M. MICHEL. Vous interviendrez par la suite.

Propos inaudibles de M. MICHEL, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – Écoutez... D'abord, je ne vous ai pas donné la parole, M. MICHEL. Je sais que vous avez eu une longue journée. Il y a peut-être d'autres usages dans la collectivité que vous venez de quitter pour le Conseil municipal, vous prendrez la parole quand je vous la donnerai.

Propos inaudibles de M. MICHEL, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – Eh bien, je ne vous la donnerai pas.

Propos inaudibles de M. MICHEL, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – M. MICHEL, je ne vous ai pas donné la parole. Vous cherchez l'incident

de séance. Si vous voulez l'incident de séance, vous l'avez. Je ne vous donnerai pas la parole.

M. Dominique MICHEL, Mme Saliha M'PIAYI et M. Saïd FOUAD quittent la séance du Conseil municipal à 19 h 25.

EDUCATION

1 - CITÉS ÉDUCATIVES : CANDIDATURE POUR LE LABEL D'EXCELLENCE

La ville de Chenôve a mis en place un Projet Éducatif Territorial (PEdT) en septembre 2014, dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

En 2015, la nouvelle équipe municipale a renforcé la priorité donnée à l'éducation en s'engageant dans un programme ambitieux d'équipement informatique de l'ensemble de ses six groupes scolaires (dont quatre sont en réseau d'éducation prioritaire renforcé, REP+). Un programme de recherche, sur trois années, avec l'université de Bourgogne-Franche-Comté et le CNRS a permis d'évaluer les effets des outils numériques sur les apprentissages et la réussite scolaire.

En 2017, afin de renforcer la cohérence des dispositifs existant et de prendre en compte l'ensemble des parcours des enfants et des jeunes (de 0 à 25 ans) ainsi que leurs parents, elle s'est engagée dans l'élaboration d'un Projet Éducatif Global (PEG) – intégrant le Projet Éducatif Territorial (PEdT).

Ce PEG vise essentiellement à promouvoir une éducation portée sur le bien-être, l'émancipation et la réussite scolaire et éducative de tous les enfants et les jeunes, notamment en situation de vulnérabilité.

Une attention particulière est, en effet, portée à l'accueil des publics à besoins spécifiques : enfants et jeunes en situation de handicap, de décrochage scolaire, de fragilité sociale, notamment sur le quartier politique de la ville afin de favoriser concrètement l'égalité des chances.

Le Projet Éducatif Global a l'ambition de garantir la continuité et la cohérence éducative sur le territoire en mobilisant l'ensemble des acteurs éducatifs, en redonnant notamment toute leur place aux parents, en les soutenant et en les impliquant dans chacune des phases de construction de la vie de leurs enfants.

La ville possède des ressources importantes sur son territoire dédiées à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse : de nombreux acteurs éducatifs, institutionnels et associatifs, de nombreux dispositifs répondant aux enjeux sociaux et scolaire du territoire (parmi lesquels, on peut notamment citer le programme de réussite éducative et le contrat local d'accompagnement à la scolarité, mais aussi trois dispositifs d'accueil des tout-petits en maternelle), des infrastructures et équipements de qualité dans les domaines sportif, culturel et socio-culturel, adaptées à chaque tranche d'âge.

Le 3 mai 2019, la ville de Chenôve a été retenue comme territoire éligible pour participer au programme des « cités éducatives », lancé par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Ville et du Logement.

Mesure phare du plan Borloo pour la politique de la ville, le label d'excellence « cité éducative » est destiné aux quartiers prioritaires de la ville.

L'objectif annoncé par le gouvernement est d'accompagner au mieux chaque parcours éducatif individuel de la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle et, pour ce faire, fédérer tous les acteurs de l'éducation scolaire et périscolaire, les acteurs associatifs et culturels, les familles et les entreprises au sein d'une « grande alliance éducative ».

Cette labellisation a vocation à concerner 60 à 80 grands quartiers qui connaissent un cumul de difficultés d'ordre scolaire, social et urbain et où les acteurs du territoire auront élaboré une stratégie partagée ambitieuse pour améliorer globalement les conditions de réussite des enfants et des élèves. Il devrait permettre notamment le déploiement de moyens

supplémentaires.

Les grands objectifs de ces cités éducatives (conforter le rôle des écoles, promouvoir la continuité éducative, ouvrir le champ des possibles en impliquant les établissements culturels, des entreprises, le numérique, les déplacements...) correspondent pleinement aux ambitions affichées par le Projet Éducatif Global élaboré par la ville de Chenôve.

Ainsi, la ville pilote donc l'élaboration d'un dossier de candidature au label d'excellence de « cité éducative » en partenariat avec les services déconcentrés de l'État (Éducation nationale et Politique de la ville).

Les collectivités présélectionnées doivent désormais présenter leur projet définitif d'ici au 30 juin, pour une labellisation officielle en juillet et une mise en place à la rentrée de septembre 2019.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à piloter l'élaboration d'un dossier de candidature au label d'excellence de « cité éducative » en partenariat avec les services déconcentrés de l'État,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Chers collègues, nous allons aborder le premier point de l'ordre du jour, à savoir les Cités éducatives, candidature pour le label d'excellence. Je vais vous présenter ce dossier.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Il est prévu dans la labellisation, ce n'est pas notre souci majeur, je le dis également, nous ne faisons pas de la politique comme des comptables, mais il devrait normalement y avoir à la clé un certain nombre de moyens supplémentaires pour nous permettre de renforcer et de déployer encore plus largement les actions que nous menons dans ce domaine. Les élus d'ailleurs qui sont en charge de ce dossier, Joëlle BOILEAU et Sylvain BLANDIN, d'autres également, je pense à Brigitte POPARD pour le sport, à Maire-Paule CROS pour la culture, à Caroline CARLIER pour l'accès aux soins, pour le développement durable Jean-Jacques BERNARD, toute l'équipe municipale est mobilisée sur ces questions, bien évidemment je n'oublie pas la dimension citoyenne avec Patrick AUDARD et Nouredine ACHÉRIA. Donc, finalement cette Cité Éducative c'est la traduction de notre Projet Éducatif Global qui a été élaboré par la ville de Chenôve et qui est montré aujourd'hui en exemple. Comme nous étions pilote dans ce domaine, nous avons souhaité élaborer un dossier de candidature au label d'excellence, en partenariat avec les services déconcentrés de l'État, de l'Éducation Nationale et de la Politique de la ville. Donc nous avons renseigné ce dossier de sélection qui, me dit-on, est presque aussi facile à remplir que le Référendum d'Initiative Populaire pour lutter contre la privatisation d'ADP. Mais nos services municipaux sont particulièrement habiles avec la techno-langue de l'Éducation Nationale et nous souhaitons être retenus par le Ministère de l'Éducation Nationale. Ce n'est pas contraint et forcé qu'on a demandé ça, on le souhaite ! Et je le dis également, ce sera vraisemblablement redit fort et brillamment par Patrick AUDARD dans quelques instants mais ce n'est pas un blanc-seing donné à la réforme scolaire de Jean-Michel BLANQUER. Pas du tout mais c'est, à un moment donné, saisir une opportunité puisque nous sommes en situation de gérer cette ville. Donc, je vous demande, chers collègues, de me donner

l'autorisation de mener à bien le dossier de candidature au label d'excellence Cités éducatives en partenariat avec les services déconcentrés de l'État. Et puis nous aurons, j'imagine, le plaisir ensemble, d'accepter d'accueillir ce label d'excellence.

J'ouvre le débat sur un sujet important, pour Chenôve, débat auquel nos collègues ne pourrions malheureusement pas participer. Mme RICHARD vous avez la parole.

S. RICHARD – Merci. Chenôve a depuis plusieurs décennies fait de l'égalité des chances sa devise et de l'éducation une grande priorité partagée avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative. Plus que jamais, la réussite des jeunes de notre ville, et notamment ceux issus du quartier prioritaire du mail, doit rester une de nos principales priorités. À l'heure où Chenôve a engagé depuis plusieurs années un vaste programme de rénovation urbaine, je reprends les propos d'Olivier KLEIN, Président de l'ANRU et Maire de Clichy-Sous-Bois, qui énonce « que la réflexion sur l'école et l'éducation doit être au cœur des projets de rénovation urbaine parce qu'il n'est pas normal qu'en 2019 les chances de réussite ne soient pas les mêmes selon que l'on habite tel ou tel quartier pour gommer les inégalités de destin ». Il nous semble évident et pertinent d'engager notre ville dans cette démarche d'obtention du label d'excellence Cités Éducatives qui vise, notamment, à mieux accompagner chaque parcours éducatif individuel de la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle.

J'ai toutefois une question qui porte sur l'accompagnement financier des collectivités qui s'engageront dans cette démarche au travers l'élaboration d'une stratégie territoriale, l'État a annoncé une enveloppe de cent millions d'euros qui serait débloquée sur les trois prochaines années, est-ce qu'on a une idée du montant de l'accompagnement financier qui pourrait être versé sur ces trois ans à notre commune ? Dans l'hypothèse où la ville de Chenôve serait retenue parmi les villes labellisées.

T. FALCONNET – Merci, Mme RICHARD. Y a-t-il d'autres interventions ? Ensuite, on fera une réponse globale aux questions. M. AUDARD vous avez la parole.

P. AUDARD – Oui, M. le Maire, chers collègues. Tout d'abord je voudrais relever, M. le Maire, que vos propos témoignent avec sincérité des échanges importants que nous avons eu au sein de la majorité municipale concernant le label d'excellence Cités éducatives. Oui, depuis quarante années, et on l'a fêté récemment, la ville de Chenôve s'est totalement impliquée dans toutes les politiques de la ville, dans tout ce qui pouvait être mis en œuvre dans l'intérêt de ses concitoyens, sans autre considération que celle de l'intérêt des Cheneveliers, de l'intérêt commun. Bien sûr, nous ne sommes pas dupes des arrières pensées, éventuellement politiques, qui pourraient guider là ou là, l'offre de politique publique en direction notamment des quartiers mais pour autant nous avons tiré le parti le plus bénéfique et le plus constructif des offres politiques qui sont faites. À défaut de quoi, notre ville serait prise en otage d'une situation qui, naturellement, la rendrait plus compliquée à vivre.

Je m'exprime ce soir au nom du groupe SERPP, en parfait accord avec l'ensemble des groupes de notre majorité municipale, avec lesquels ce point a été travaillé. Chenôve fait partie des villes éligibles au label Cités éducatives. Chenôve est la seule ville en Bourgogne concernée par la possibilité d'octroi de ce label. Cela n'est pas éloigné de la reconnaissance qui a été faite à la ville de Chenôve, récemment en Préfecture, au titre des quarante ans de la Politique de la ville menée sur ce territoire. Cela, effectivement, nous oblige à nous positionner relativement à l'obtention de ce label Cités Éducatives. Pour nous, le fait de candidater à ce label de Cités Éducatives a relevé d'une évidence pour deux motifs. Le premier motif, je l'ai développé, il concerne notre implication forte en matière de Politique de la ville. Le deuxième motif, c'est notre détermination totale à faire de l'éducation une absolue priorité sur notre territoire. Nous avons sur notre commune tant d'actions, tant de moyens financiers et humains affectés à ce domaine que seule la force du dossier à présenter était

finallement à travailler. Sur le fond, notre argumentaire était prêt. Nos grands objectifs définis par la municipalité dépassent, et de loin ajouterais-je, ceux définis par l'État pour l'obtention de ce label pour l'ensemble de notre action en matière éducative. Conforter le rôle de l'école, promouvoir la continuité éducative sans perdre, comme vous le disiez à l'instant M. le Maire, de vue le rôle et les missions spécifiques de chacun des acteurs. C'est aussi ouvrir le champ des possibles afin de permettre la recherche, l'innovation et l'expérimentation qui font partie intégrante de notre feuille de route. Nous recherchons dans ce domaine l'excellence et le document qui a été remis sur vos tables est un des témoins de notre volonté éclairée de faire avancer les choses.

Mais pour autant, que personne ne s'y trompe, si nous obtenons ce label ce sera d'abord une reconnaissance du travail accompli sur notre commune en matière éducative et ce sera, nous l'espérons, des moyens accordés par l'État pour financer de nouveaux projets, à construire collectivement. Pour autant, et ce message doit être clairement entendu, et je regrette à cet égard le départ organisé et la politique de la chaise vide menée par nos trois élus qui ont quitté la salle sans motif apparent. Peut-être n'ont-ils pas grand-chose à dire d'ailleurs sur ce domaine. En tout cas, que personne ne s'y trompe, si nous obtenons ce label, ce sera d'abord une reconnaissance du travail accompli, je l'ai dit, en matière éducative, l'espoir de moyens nouveaux accordés mais pour autant nous n'entendons pas aliéner notre esprit critique et notre capacité critique à l'égard des réformes qui touchent l'Éducation nationale et, particulièrement, à l'égard de la réforme BLANQUER.

Il ne faut pas confondre les choses. Nous menons une action en matière de Politique de la ville, nous n'acceptons pas pour autant, et par a priori, et par hypothèse, les politiques publiques gouvernementales qui sont menées quelle que soit la couleur des Gouvernements, parce que l'intérêt général de la ville est le seul élément qui guide notre action, mais nous ne confondons pas les choses. Une chose est de solliciter un label mérité au regard de quarante ans d'engagement politique, zone franche urbaine, alliance éducative, vidéo protection, co-éducation, continuum de sécurité, bref, j'en passe, parce que à l'échelle d'un territoire et parfois sous l'effet du manque de moyens, il est nécessaire de créer des synergies en matière éducative et dans bien d'autres domaines, nous ne confondons donc pas ces éléments. Une autre attitude est de conserver notre liberté et notre souveraineté communale à l'égard de toutes les politiques gouvernementales pour préserver en toutes circonstances l'intérêt commun.

C'est donc le sens de l'appui sans réserve que nous apportons à votre délibération, M. le Maire, toute la majorité municipale réunie.

T. FALCONNET – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il d'autres interventions sur ce sujet ? Je n'en vois pas. Alors pour répondre à Mme RICHARD, d'ailleurs vos deux interventions, je note, sont très convergentes sur les attendus et sur le constat du travail réalisé depuis de longues années sur cette dimension éducative.

Aujourd'hui, nous ne savons pas quelles seront les clés de répartition des cent millions d'euros entre les différents quartiers. Alors, je pourrais faire une division, c'est-à-dire, voilà cent millions d'euros divisés par le nombre de quartiers. On me dit au départ, c'est peut-être une liste de soixante, ce sera vraisemblablement les communes qui ont déjà obtenu cette première phase de présélection si elles poursuivent leurs démarches de labellisation, elles seraient normalement labellisées mais on va faire les choses sérieusement comme on a l'habitude de le faire à Chenôve. On m'a parlé de 38 000 € par an mais est-ce que se seront des fonds d'amorçage ? Est-ce que ce sera pérennisé par la suite ? On n'a pas d'assurance de ce que sera demain le financement pérenne de cette Cité éducative. Et puis le label Cités éducatives, je vous le dis aussi, pour rassurer complètement Patrice AUDARD mais je ne crois pas qu'il était très inquiet quant à ma position sur ce point, un label ça s'acquiert et puis ça se redonne, c'est-à-dire qu'à un moment donné, nous on joue le jeu clairement, c'est le sens de vos deux interventions, on joue le jeu de manière pragmatique d'une politique qui

visé à renforcer nos moyens d'une reconnaissance aussi. Je le dis, dans la période qu'on a connue, recevoir un peu de reconnaissance et un label d'excellence ça fait aussi du bien. Parce qu'il n'y a pas de raison que Chenôve soit seulement pointée du doigt pour des choses négatives. Quand on reçoit un label d'excellence, et je pense aussi au label ville sportive, on nous a reproché d'avoir organisé l'année dernière la fête du sport alors que certaines collectivités appelaient au boycott, eh bien oui, d'accord, mais on ne peut pas être toujours dans la posture politicienne. Je dirais, à un moment donné, on est en gestion, on est en situation de pilotage d'une ville. Je vais prendre deux exemples, la question du déjeuner à 1 €, 1 € pour les collectivités n'ayant pas mis jusqu'à maintenant de tarif social en place. Nous, cela fait des années qu'il y a un tarif social qui est mis en place dans nos restaurants scolaires, donc ça on le fait déjà. Et puis, on est actuellement en réflexion sur d'autres sujets et on aura aussi à consulter les conseils d'écoles, les représentants de parents d'élèves, les enseignants, sur d'autres questions qui sont beaucoup plus discutables et beaucoup plus polémiques. Voilà, je vous le dis on n'a pas tranché, on n'a pas tout tranché, on prend aussi le pouls du terrain et l'avis des personnels et des usagers avant de prendre une décision, ça s'appelle la concertation et la consultation.

Voilà mes chers collègues.

M. AMODEO, voulez-vous bien prendre votre micro, si vous voulez faire une déclaration.

M. AMODEO – Ce n'est pas une intervention, M. le Maire, sur la Cité éducative, c'est plutôt un appel. C'est un appel que je lance à mes collègues, à mes camarades, à la presse, si Dieu le veut, et au public bien sûr.

T. FALCONNET – Restons laïques, M. AMODEO

M. AMODEO – Oui, bien sûr. C'est un appel à dire stop à la grande braderie de la France et dire à MACRON que la France n'est pas à vendre.

Avec MACRON comme pilote, c'est un appel à la réussite du RIP, ce nouveau référendum d'initiative partagée contre la privatisation des Aéroports de Paris, pour lequel, nous communistes, nous ferons campagne avec nos forces, bien sûr, mais nous ferons campagne.

Avec MACRON comme pilote, le rouleau compresseur néolibéral, vous l'avez vu, a changé de braquet dans sa guerre destructrice du travail et de l'environnement. Érigé en véritable doctrine, ce renoncement à l'intervention dans la politique économique et industrielle du pays fait des victimes, fait des ravages sur tous les fronts. Il n'y a pas une journée, il n'y a pas une usine, enfin on a vu la mobilisation à Belfort, Renault arrive, ça devient quotidien.

La prochaine proie annoncée des accapareurs sont les Aéroports de Paris. L'État est majoritaire au capital de cette entreprise, la loi PACTE en préparation devrait l'autoriser à vendre la totalité de ses actions. Cette privatisation serait un scandale d'État qui profiterait avant tout aux intérêts privés. Et cette session en eaux troubles si elle présente un cadeau mirobolant au privé, présente pour nous, pour la France, de multiples dangers. Premièrement, un manque à gagner important. On nous fait croire qu'on va gagner beaucoup de milliards en vendant les aéroports de Paris mais à condition que nous possédions les aéroports. Mais nous oublions, M. le Maire, de préciser à la population, via la communication, ce que rapporte à l'État, tous les ans, les aéroports de Paris. C'est aussi une sécurité, mise en péril, porte d'entrée du pays, les aéroports parisiens craignent pour le maintien de leur niveau de sûreté confiée à un concessionnaire privé bien sûr. Nous avons une désastreuse expérience quand nous pensons à la privatisation de Toulouse-Blagnac, vous savez qui a été vendu à un consortium organisé d'actionnaires Chinois et Nord Coréens et qui l'ont vendu à d'autres capitalistes avec, au bout du compte, une plus-value alléchante dont le montant bien sûr n'a pas été dévoilé. C'est aussi un énorme propriétaire foncier, ne croyez pas que celui qui va acheter, VINCI, paraît-il qui se profile, VINCI ne va

pas uniquement récupérer les boutiques mais c'est surtout un immense terrain de 6700 hectares. C'est le premier terrain au nord et au sud de Paris, bref, le Conseil constitutionnel a donné raison aux opposants de la privatisation et ouvre aujourd'hui la voie à un premier référendum d'initiative partagée, RIP, de la cinquième République. Cet outil introduit dans la constitution en 2008, n'avait encore jamais été expérimenté. C'est chose faite aujourd'hui, grâce aux efforts conjoints de parlementaires de tous bords, ça vous a peut être surpris que lancer une course contre la montre, le 9 avril, pour y réunir les 185 signatures requises, socialistes, communistes et insoumis mais aussi des élus centristes et républicains.

Mais ce n'est pas parce que le Conseil constitutionnel a ouvert la voie à ce référendum que la bataille du référendum est gagnée car les électeurs sont encore loin d'être appelés aux urnes bien sûr. Reste à franchir une deuxième étape pour déclencher le RIP, pour obtenir le soutien des 10 % du corps électoral, c'est-à-dire 4,7 millions de citoyens. L'État a annoncé, le Premier ministre a annoncé aux parlementaires qu'il n'y aura pas de campagne nationale pour pousser les gens à aller voter pour le référendum : pas pour voter dans le cadre du référendum pour ou contre, mais pour aller voter pour le référendum. Alors, comment voter ? Allez sur Internet, le site est facile *referendum.interieur.gouv.fr*, c'est un peu long, c'est compliqué, c'est un vrai parcours du combattant mais soyez citoyens, allez-y, insistez et tenez bon. Votez et faites voter.

La tenue de ce référendum est devenu essentiel tant la privatisation annoncée porte en elle un véritable choix de société. Les cessions d'actifs publics sont le point saillant des politiques néo-libérales actuelles.

Chacune, chacun, au-delà de ses convictions politiques peut contribuer à faire advenir de nouveaux moments démocratiques dans un pays qui en manquent cruellement.

T. FALCONNET – M. AMODEO, nous sommes loin de la Cité éducative. Si vous pouvez conclure votre propos.

M. AMODEO – Oui, bien sûr, M. le Maire, je vous comprends.

T. FALCONNET – J'espère que vous ne quitterez pas la salle, c'est juste pour vous ramener à l'ordre du jour du Conseil et aux us et coutumes en vigueur, mais si vous voulez bien conclure votre déclaration, vous avez peut être une question à nous poser ?

M. AMODEO – Une seconde, je vous promets, encore une seconde.

T. FALCONNET – Je vous en prie, M. AMODEO.

M. AMODEO – Nous, nous implorons les citoyens à s'emparer de ce RIP, nous appelons aussi les collectivités locales à s'emparer de ce RIP. Des collectivités qui mettent à disposition des citoyens des points informatiques pour annuler cette espèce de rupture numérique qui existe dans les villes et dans les communes. Et je sais bien, M. le Maire, que Chenôve ne restera pas l'arme au pied dans ce combat.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Chacun aura compris l'articulation faite entre le projet de Cités Éducatives et le Référendum d'Initiative Populaire. C'est d'ailleurs la preuve, qu'ici au conseil municipal, la parole est libre. Simplement elle s'exerce dans un cadre et ce cadre c'est encore le Maire, qui exerce la présidence de l'Assemblée, qui le fixe. C'est comme ça.

Oui, M. AMODEO, la ville de Chenôve permet d'ores et déjà à des habitants, à des citoyens qui ne disposeraient pas d'un outil informatique, d'un accès internet, de voter pour le Référendum d'Initiative Populaire, c'est en face de l'état civil, c'est un espace clos à l'abri

des regards, vous pouvez effectivement exercer votre devoir de citoyen. Et je le dis également ce n'est pas une posture politicienne ou politique de notre part parce que nous serions favorable au RIP, où nous serions plus exactement opposés à la privatisation des aéroports de Paris même si nous le sommes. C'est tout simplement parce que le ministère de l'intérieur fait le minimum en demandant aux Maires, une fois encore, de mettre en place des moyens pour permettre aux citoyens d'exprimer leur vote. Je rappelle, quand même, que le Grand Débat national ça a coûté 12 millions d'euros à la France. Et là, ça va coûter un ordinateur en Mairie de Chenôve, comme dans tous les chefs lieux de cantons. On ne sent pas tout de même un enthousiasme forcené du ministre de l'Intérieur, du Gouvernement, pour permettre la réussite de ce Référendum d'Initiative Populaire.

Voilà, j'espère que vous êtes rassuré, M. AMODEO.

M. AMODEO – Je n'avais pas peur, M. le Maire, je savais que Chenôve ne resterait pas l'arme au pied dans ce combat.

T. FALCONNET – Merci. Je vais quand même faire voter sur la Cité Éducative parce que c'est quand même le sujet, vous aurez toute l'attitude pour voter chacune et chacun pour le Référendum d'Initiative Populaire. Pour le projet de Cités éducatives : qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

FINANCES

2 - SUBVENTIONS 2019 : PROJET SUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE DU COLLÈGE E. HERRIOT ET PROJET « START AGAIN » DE L'ASSOCIATION AMIS'MOTS

Le collège Edouard Herriot a mis en œuvre cette année un projet intitulé « L'escalier pour que l'on grandisse ensemble sans discrimination ». L'objectif était de développer la sensibilité des élèves, de laisser place à leur imagination autour du thème « respect à l'école » et d'aller vers l'acceptation de la différence.

L'équipe éducative du collège a donc habillé les contremarches de l'escalier central du patio, à l'instar de l'hôtel de ville de Chenôve qui se verra prochainement paré de la « Marianne chenevelière ».

Ce projet a nécessité un investissement total de 2 112 €, financé à hauteur de 512 € par l'établissement et de 1 000 € par l'État. Une demande de subvention de 600 € a été adressée à la ville de Chenôve.

Les valeurs portées par ce projet artistique et de création rejoignant complètement celles que la Ville entend valoriser dans le cadre de son projet éducatif global (PEG), il est proposé d'accéder favorablement à cette demande (les crédits étant prévus au budget primitif 2019).

Par ailleurs, la ville a également été sollicitée pour accorder une subvention de 4 000 € à **l'association AMIS'MOTS**, dans le cadre de la mise en place sur Chenôve de son projet pédagogique « Start Again ».

Notamment destiné aux femmes qui sont confrontées à des difficultés sociales et professionnelles, « Start Again » est un programme qui leur permet de se remettre en confiance à travers différents ateliers tels que le coaching personnalisé, l'apprentissage des langues, des mathématiques ou encore de l'informatique.

Le projet répond à différents objectifs :

- Accès à l'Emploi / cohésion sociale
- Égalité Femmes / Hommes
- Lutte contre les discriminations

Jusqu'ici, 80 % des femmes qui ont participé à « Start Again » se sont vues proposer un nouveau projet, que ce soit une formation diplômante, un CDD ou un CDI.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention d'un montant de 600 €, comme contribution de la ville de Chenôve à la réalisation du projet « L'escalier pour que l'on grandisse ensemble sans discrimination », porté par le collège E. Herriot,

ARTICLE 2 : D'accorder une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association AMIS'MOTS pour la mise en œuvre de son projet « Start Again »,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. ACHERIA, si vous voulez bien nous présenter la deuxième délibération de cet ordre du jour.

N. ACHERIA – Merci, M. le Maire. Mesdames, messieurs, comme vous le savez maintenant, nous, les élus de la majorité autour du Maire, nous avons fait de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité un axe important de notre politique municipale. Un des axes forts du projet que j'ai l'honneur de conduire après avoir reçu délégation l'année dernière.

À travers différentes actions avec nos partenaires, nous entendons, avec mes collègues, Élise MARTIN, déléguée à l'égalité entre les femmes et les hommes, Patrick AUDARD, en charge de la citoyenneté, avancer sur ces questions et mieux promouvoir encore sur notre territoire les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité qui nous rassemblent.

Un projet autour des valeurs de la République est en cours de réalisation en direction des associations de Chenôve, avec comme question : « Comment vivez-vous les valeurs de la République au sein de vos associations ? » La réponse sera sous forme d'un film documentaire, réalisé avec les associations de Chenôve, diffusé le 21 septembre lors de la fête de la République.

Lecture de la délibération par Nouredine ACHERIA.

N. ACHERIA – Et rendez-vous le 21 septembre prochain pour partager et célébrer tous ensemble, avec les associations de la ville, les valeurs qui nous réunissent. Merci.

T. FALCONNET – Merci, M. ACHERIA. Merci de votre implication dans ces dossiers contre toutes les discriminations, et surtout pour la promotion de l'égalité, parce que nous lions les deux. Merci également à votre collaboration avec Mme MARTIN sur le projet « Start Again ». Y a-t-il des demandes d'intervention ou de précision sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

3 - CONTRAT DE VILLE 2015/2020 – PROGRAMMATION 2019

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014 a institué un nouveau cadre d'intervention de la Politique de la ville à travers le renouvellement de ses outils, à savoir :

- **une nouvelle géographie prioritaire réduite** : le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la ville dans les départements métropolitains. Pour Chenôve, le quartier du Mail a été retenu au titre de la géographie prioritaire.
- **un contrat unique** intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques ;
- **une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale** et mobilise tous les partenaires concernés ;
- **la mobilisation prioritaire du droit commun** de l'État et des collectivités territoriales ;
- **la participation des habitants au suivi et au pilotage du contrat de ville** via la mise en place d'un conseil citoyen sur chacun des quartiers prioritaires de la ville.

L'article premier de la loi confirme la double finalité d'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires et de réduction des écarts de développement entre ces quartiers prioritaires et les autres territoires.

Le Conseil municipal, par la délibération du 29 juin 2015, a approuvé le contenu du contrat de ville 2015-2020 du Grand Dijon, ainsi que la nouvelle géographie prioritaire afférente.

Ainsi, des orientations stratégiques ont été définies par l'ensemble des partenaires et se déclinent à partir de :

- **3 piliers** : La cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, et le développement de l'activité économique, de l'emploi et l'accès à la formation.

- **4 axes transversaux** : la jeunesse, l'égalité entre femmes et hommes, la lutte contre les discriminations, les valeurs de la République et la citoyenneté.

Parallèlement, la convention régionale de cohésion sociale et urbaine avec la Région Bourgogne a été approuvée par la délibération du Conseil communautaire du Grand Dijon le 25 juin 2015.

La Région Bourgogne-Franche-Comté s'engage pour l'année 2019 à apporter un soutien financier à hauteur de 160 000 € en faveur de projets sur les trois axes suivants :

- La protection de l'environnement, la gestion des déchets et les économies d'énergie,
- L'animation et l'appropriation de l'espace public,
- L'accès à l'orientation, l'information, la formation et l'emploi.

Dans ce contexte, le territoire de Chenôve se voit doté au titre de la programmation du contrat de ville 2019 par les partenaires financeurs d'un montant de 21 000 € pour les actions ville et de 68 000 € pour les associations.

Le montant total alloué au territoire de Chenôve pour 2019 au titre de la programmation du contrat de ville s'élève donc à 89 000 €.

La ville de Chenôve s'engage à mettre en œuvre pour l'année 2019 les trois actions retenues par les partenaires financeurs dans le cadre de la programmation politique de la ville :

- Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

- Parcours de femmes
- Valeurs de la République et laïcité

Elle devra mobiliser à cet effet des moyens financiers internes à hauteur de 123 792 €.

Vu le tableau joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la programmation 2019 du contrat de ville et l'engagement financier de la ville de Chenôve pour un montant de 123 792 €,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes utiles et nécessaires concernant la mise en œuvre technique, financière et juridique relative à la programmation 2019 du contrat de ville.

T. FALCONNET – M. Jean-Jacques BERNARD va nous présenter la délibération.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Toutes ces actions sont importantes pour la cohésion sociale et urbaine, pour le soutien à l'emploi... Je ne vois pas d'intervention, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

4 - CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération n° 50 en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve.

D'une durée de 3 ans, cette convention, qui devait arriver à terme le 31 décembre 2017, a été prolongée d'un an par avenant n° 1, voté par délibération lors du Conseil municipal du 18 décembre 2017, puis de six mois supplémentaires par avenant n° 2, voté par délibération lors du Conseil municipal du 17 décembre 2018 afin de prendre en compte le transfert de l'agrément « Centre social » du CCAS de Chenôve à la MJC à compter du 1^{er} juillet 2019.

Aujourd'hui, il convient de mettre en place un nouveau cadre partenarial, pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022, à travers une nouvelle convention d'objectifs pluriannuelle, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération.

Trois programmes d'actions, prenant en compte l'agrément « Centre social » de la MJC de Chenôve, ont été retenus autour des axes suivants :

- 1 - Scène culturelle de proximité,
- 2 - Développement social et territorial,
- 3 - Accueil et accompagnement de publics Jeunes.

Compte tenu des nouvelles missions confiées à la MJC, il est proposé d'augmenter en année pleine de 40 000 € le montant de la subvention annuelle qui lui sera versée, soit 229 000 €.

Enfin, conformément à l'article 5 du projet de convention, il reste à verser à la MJC :

- 63 033 € au titre du 3^{ème} acompte de la subvention 2019,
- 20 000 € au titre de l'agrément « Centre social » pour le second semestre 2019.

Les attributions de subvention pour les années 2020 à 2022 feront l'objet de délibérations spécifiques du Conseil municipal.

La convention d'objectifs fixe les conditions de suivi par les personnalités compétentes de la Ville.

L'annexe II à la présente convention liste les fiches-actions pour lesquelles la MJC sollicite une subvention auprès de la Ville de Chenôve.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention susvisée conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous allons passer à un dossier très important. Tous les dossiers sont importants, mais ce dossier particulièrement, auquel nous tenons beaucoup.

MJC de Chenôve, un contexte un peu particulier, puisque, vous le savez, la presse s'en est fait l'écho. Nous avons déjà débattu sur cette question en Conseil municipal, c'est une extension des missions de la MJC, un renforcement de son ancrage territorial, notamment sur le quartier politique de la ville, à travers la Boîte à vélos, notamment, mais pas que.

M. BERNARD, vous avez la parole.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. J'imagine que sur ce sujet, il y aura des interventions ou des demandes de précision.

Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Je m'étais tâchée pour savoir si je devais intervenir ou pas, parce que, du coup, compte tenu des échanges que l'on a eus tout à l'heure, c'est juste pour dire, qu'à mon niveau, je trouve dommage que ce projet de délibération n'ait pas aussi été présenté en commission Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale et Urbaine et Citoyenneté, notamment au regard des différents enjeux qui sont liés au transfert de l'agrément « Centre social » à la MJC, et de l'axe 2 qui a été retenu de la convention d'objectifs, qui porte sur le développement social et territorial.

Peut-être dire aussi, si cela est possible, de prendre connaissance de l'évaluation globale, qui a servi aussi dans la prise de décisions, dans le choix des différents axes qui sont retenus dans la convention pluriannuelle, parce que c'est vrai que ça manque un peu comme clé de lecture pour appréhender la nouvelle convention.

Sur le reste, bien entendu, nous voterons cette délibération qui vous autorise à signer cette nouvelle convention dans laquelle la Ville réaffirme son soutien à un acteur associatif important sur la commune.

T. FALCONNET – Merci, Mme RICHARD. La commission s'est tenue, vous y avez bien participé ?

S. RICHARD – Oui, mais elle n'était pas à l'ordre du jour.

T. FALCONNET – D'accord. C'est le problème, quand on n'est pas dans la majorité, d'avoir connaissance de toute la subtilité d'un dossier comme celui-là, et surtout de toutes les réunions préparatoires, des réunions institutionnelles entre le Conseil d'administration de la MJC et les représentants de la Ville, la commission mixte, et puis les nombreuses réunions techniques. À ce titre, je voudrais vraiment adresser mes remerciements au service de la Ville, au Directeur général des services, au Directeur général adjoint qui a plus particulièrement piloté ce dossier, puis au directeur de la MJC, qui, du côté de la MJC, a mené ce travail d'élaboration de la convention.

Le travail d'évaluation a été mené, Mme RICHARD. Il a été mené, mais avec une dimension supplémentaire, c'est pour ça qu'il ne vous a pas échappé que nous avons prorogé d'un an la convention, et puis le projet de transfert du Centre social étant acté, on l'a prorogé de six mois supplémentaires, en accord avec la CAF, parce que si la Ville finance pour beaucoup la MJC, la CAF aussi, par le biais du Centre social.

Voilà, on a mené une évaluation, on a également pu bénéficier de l'analyse des besoins sociaux menée par le cabinet COMPAS, qui a été communiquée aux administrateurs du CCAS et qui nous a permis d'ajuster les choses, et puis il y a eu des discussions internes au sein de la majorité, et des discussions internes au sein du Conseil d'administration et du Bureau de la MJC.

Aujourd'hui, je suis assez heureux de présenter cette convention qui a été très largement travaillée et co-construite avec les deux acteurs principaux, et les partenaires. Je pourrais citer le délégué du Préfet, les services de l'état, le CCAS, tous ces partenaires ont participé à cette convention.

Cela dit, je ne suis pas opposé à ce que l'on vous communique l'évaluation de la précédente convention. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, mais ça ne veut plus dire grand-chose vu la nouvelle configuration dans laquelle on va évoluer. Mais je vous communiquerai l'évaluation. Ce n'est pas un document secret. D'ailleurs, rien n'est secret, tout se fait dans la transparence, ici.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Que ceux qui sont pour lèvent la main, car c'est un moment important. Merci, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

FINANCES

5 - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019

Le budget supplémentaire a pour principal objet d'intégrer au budget de l'exercice en cours les restes à réaliser en investissement et les résultats de l'exercice précédent, à la suite de l'arrêt des comptes.

C'est également une étape d'ajustement des crédits inscrits au budget primitif, tant en dépenses qu'en recettes.

En fonctionnement :

En recettes, les dotations de l'État sont ajustées après leur notification, ainsi que le produit fiscal à la suite du vote des taux, soit au total +17 813 € :

- dotation forfaitaire : - 18 531 € ;
- dotation de solidarité urbaine : - 26 693 € ;
- fiscalité : + 51 537 € ;
- compensations des exonérations fiscales : + 11 500 €.

Ces recettes sont complétées par les aides de l'État et de la Métropole, dans le cadre du contrat de ville, pour des actions de sensibilisation aux valeurs de la République et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces deux projets font l'objet d'une inscription en dépenses du même montant, respectivement 9 000 € et 6 000 €.

Une enveloppe de 9 000 € sur la dotation politique de la ville est affectée à la poursuite du programme de professionnalisation de jeunes dans les métiers du tourisme et à la mise en place sur Chenôve du projet de remobilisation professionnelle en direction de femmes en recherche d'emploi conduit par l'association Amis'Mots.

Enfin, conformément au rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) consécutif à la création des services communs au sein de la Métropole, l'attribution de compensation (AC) versée par Dijon Métropole à la ville de Chenôve est réduite de 34 387 €.

En dépenses, les charges de personnel sont réduites de 126 000 € comprenant d'une part, l'évaluation du coût des 7 agents transférés à la Métropole depuis le 1er mai 2019 (-205 300 €), et d'autre part, un complément de 79 300 € affecté à :

- la revalorisation du régime indemnitaire,
- le renforcement du service Médiation,
- la relance de l'apprentissage,
- la mise en place de nouvelles actions en matière d'équilibre alimentaire et de santé dans les écoles.

Par ailleurs, les crédits des services sont abondés (90 722 €), principalement ceux des services techniques, pour assurer l'entretien du matériel et des espaces publics.

Les subventions sont réduites de 3 100 €. Cet ajustement comprend une réduction de 5 000 € de l'aide au CSLC qui avait bénéficié d'une avance en 2018. En revanche, sont inscrits 400 € pour l'ARAC et 1 500 € pour le CCAS conformément aux délibérations prises en avril.

En investissement :

Le programme des dépenses d'équipement inscrit au budget primitif est complété à hauteur de 219 850 € affectés principalement aux opérations suivantes :

- le gymnase du Mail (101 500 €) afin de permettre le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- l'aménagement de l'emprise de la tour n°12 Renan (70 000 €) pour réaliser la première phase du projet définitif ;
- le skate-park (35 000 €) et l'aménagement du secteur Herriot (15 000 €).

Au titre des opérations nouvelles, il est proposé d'inscrire une enveloppe de 143 132 € consacrée notamment au remplacement de la boîte à vélos (40 000 €), à l'engazonnement des allées du cimetière (18 000 €), au remplacement d'un véhicule au service Propreté (20 000 €), au renforcement de la sécurité du Cèdre (10 060 €) et à l'achat d'instruments pour un troisième orchestre à l'école à l'école Ferry (7 200 €).

Ces dépenses supplémentaires seraient en partie compensées par un report du lancement des études concernant la Maison du plateau (- 60 000 €) et une réduction de l'enveloppe dédiée aux travaux de l'Hôtel de Ville (- 50 000 €), les crédits restants permettant d'engager la maîtrise d'œuvre des travaux portant sur la structure et les économies d'énergie. En outre, à la suite de l'infructuosité de la consultation pour la rénovation thermique de l'école maternelle Ferry, l'enveloppe des travaux est annulée (- 137 000 €). Cette opération sera relancée en 2020.

Enfin, en raison de l'assujettissement à la TVA de la location de la brasserie, sont inscrits, en recettes, les crédits correspondants à l'annulation des mandats émis TTC en 2017 et en 2018 (191 741 €), tandis qu'en dépenses, est prévu le montant HT de ces travaux (159 560 €). Ainsi, la commune pourra déduire, par la voie fiscale, la TVA sur ces travaux.

En recettes, est inscrite la part de la Dotation politique de la ville fléchée sur l'investissement, soit 185 326 € se répartissant comme suit :

- aménagement de la plaine Herriot (1ère tranche) : 42 650 € ;
- travaux dans le groupe scolaire En Saint Jacques : 35 508 € ;
- travaux dans le groupe scolaire Violettes : 10 536 € ;
- restructuration des sanitaires du groupe scolaire Gambetta : 33 034 € ;
- travaux et mise en place d'une billetterie informatisée au centre nautique : 63 598 €.

Ces recettes sont complétées par une subvention de la région (5 040 €) pour les études de rénovation thermique de l'école Ferry.

Le financement des dépenses d'équipement est assuré par l'autofinancement à hauteur de 1 688 667 €, tandis que l'emprunt est ramené provisoirement à 1 171 896 €, dans l'attente de nouvelles recettes, notamment la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et le produit de certaines cessions foncières intervenues en 2018 et 2019.

Vu le budget primitif 2019,

Vu le budget supplémentaire annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter ce budget supplémentaire pour 2019 joint en annexe.

T. FALCONNET – M. BUIGUES, parlons un peu argent. Nous allons aborder le Budget supplémentaire.

B. BUIGUES – Tout à fait, M. le Maire. Avant d'aborder le budget supplémentaire, je fais un rappel de quelques données chiffrées par rapport au budget primitif que nous avons voté en février, et au compte administratif en avril dernier.

Vous rappeler que le budget primitif a été voté en fonctionnement, en recettes et dépenses, pour 23 948 159 €, et en investissement, en recettes et dépenses, pour 4 750 819 €.

Un emprunt avait été prévu pour 2 971 528 €, et vous allez voir tout à l'heure, par rapport au budget supplémentaire que cet emprunt va être nettement réduit. Et puis, un auto-financement avait été dégagé pour 1 501 217 €.

Quant au compte administratif 2018, voté en avril dernier, on a pu constater un excédent disponible à reporter de 3 972 616 €, qui va nous servir au Budget supplémentaire, en tenant compte des restes à réaliser en dépenses de 983 946 €, et en recettes de 247 887 €.

Présentation du budget supplémentaire 2019 par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES, pour cette présentation, à la fois précise et succincte, de notre Budget supplémentaire.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce Budget supplémentaire ? Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Il s'agit surtout d'une explication de vote, pour rester en cohérence avec notre vote d'abstention que nous avons exprimé avec M. ESMONIN sur le Budget primitif 2019. Nous nous abstiendrons sur ce Budget supplémentaire.

Néanmoins, j'ai une petite question qui porte sur la Boîte à vélos, qui a été détruite dernièrement. Je voulais juste savoir, pour ma gouverne, si cette dernière était assurée et si cela faisait l'objet d'une indemnisation.

T. FALCONNET – Alors, oui et oui. Oui, cette Boîte à vélos était assurée, et heureusement, c'était un équipement accueillant du public. Et oui, nous allons être indemnisés, l'expert est passé. Mais entre le moment où l'expert rend ses conclusions et le moment où l'indemnisation est effective, il peut se passer plusieurs mois.

J'ai pris la décision, en accord avec les élus de la majorité et de la MJC, et c'est ce qui vous est proposé ce soir, d'anticiper l'indemnisation et de reconstituer cette Boîte à vélos. Je l'ai fait d'abord parce que je pense qu'il est important de montrer que la présence publique sur le quartier ne se laisse pas impressionner par ce qu'il s'est passé. Il ne faudrait pas laisser à croire que nous désertions le terrain, le quartier politique de la ville, et que, finalement, on serait découragés par ce qu'il s'est passé. Non, on n'est pas découragés. Ceux qui ont commis ces actes-là nous connaissent mal. Au contraire, cela nous renforce dans notre conviction qu'il faut une action publique forte sur le quartier politique de la ville. Donc nous avons anticipé, mais il n'y a aucune raison que l'on soit mal indemnisés. On sera plutôt bien indemnisés, ce sera vraisemblablement sur l'exercice 2020 que nous engrangerons la recette. Le temps des assurances n'est pas le temps politique ni le temps de la collectivité.

Voilà, vous avez votre réponse, Mme RICHARD. J'ai pris acte de votre explication de vote. Qui veut prendre la parole sur le Budget supplémentaire ? Mme CARLIER, vous avez la parole.

C. CARLIER – Merci, M. le Maire. M. le Maire, chers collègues, ce Budget supplémentaire est conséquent. Comme l'a dit M. BUIGUES, il vient réajuster une première projection des dépenses et recettes de notre ville pour l'année 2019. Il vient donner forme au budget en cours, à la mi-année. Et ce budget supplémentaire vient, quand il le peut, augmenter notre

capacité à investir pour Chenôve. Or, quand une ville peut investir, quand elle n'est pas noyée par les dépenses de ses propres services, c'est plus qu'une simple gestion des deniers publics, c'est une particulièrement bonne gestion des deniers publics municipaux.

En effet, la ville dégage une capacité à rénover davantage, à renouveler, à construire ses équipements. Ainsi, des projets pour le gymnase du Mail, l'aménagement du quartier politique de la ville, d'Herriot, de la maison du plateau, pour le développement d'une culture populaire, et bien d'autres projets encore vont voir le jour d'ici peu.

Un élément très important, également, dans ce Budget supplémentaire, c'est la manière dont nous, élus de la majorité, souhaitons nous emparer des petits déjeuners dits « gratuits » des élèves des écoles élémentaires des réseaux d'éducation prioritaires. Quand je dis « gratuit » je le rappelle, c'est important, aucune action publique n'est gratuite, elle a forcément un coût.

Oui, la mesure gouvernementale vise les mettre en place dès la rentrée scolaire de septembre prochain. Mais nous n'avons pas l'intention de nous engager dans cette distribution dans la forme démagogique proposée par le gouvernement en place.

L'idée est d'aller plus loin, grâce à notre réseau de partenaires déjà actif et existant. Oui, d'aller plus loin dans la promotion de la santé, c'est-à-dire la lutte contre l'obésité, la malbouffe et toute forme de précarité. Au travers du Projet Éducatif Global, ou d'actions déjà menées par le CCAS en partenariat, par exemple avec la MUSSP, l'éducation à l'alimentation est présente au sein de la commune et notre intention est bien évidemment d'élargir, en particulier, aux parents. Et nous n'avons pas attendu la bonne parole du gouvernement qui se cantonne à mettre en exergue une gratuité qui n'existe pas au travers de petits-déjeuners charitables, ou encore qui fait peser la responsabilité de l'éducation à l'alimentation aux enseignants. Nous, nous nous appuyons sur nos partenaires et nous continuerons de le faire pour que cette collation ne soit pas un pur acte de condescendance gouvernementale, mais une action de prévention qui s'inscrit dans un cadre bien plus général. Et tous nos groupes politiques s'accordent à le proclamer haut et fort.

De plus, nous posons la question des autres élèves des autres écoles : l'analyse des besoins sociaux réalisée sur notre ville montre que la vulnérabilité sociale existe aussi hors du quartier politique de la ville. Alors, en respectant strictement cette mesure, pour quelles raisons les élèves des autres écoles n'auraient-ils droit à rien ? Certains ne sont-ils pas également touchés par la pauvreté ? Quand on lutte contre la pauvreté, quand on souhaite promouvoir la santé, ne s'adresse-t-on pas à tous les citoyens de la République ?

Enfin, notre groupe, « Chenôve entre vos mains », tient à souligner la volonté d'une politique municipale qui s'inscrit dans le développement durable (investissement dans les mobilités douces, interdiction des glyphosates). Or, pour ce dernier exemple, ce n'est pas si simple en terme d'affichage. En effet, comme vous le dites souvent M. le Maire, cette démarche écologique consiste à accepter que la nature reprenne ses droits, que l'herbe, les bleuets, les coquelicots, et tous les insectes qui vont avec, reviennent. C'est donc accepter que des allées bien blanches n'existent plus, notamment celle de, entre guillemets, « l'aire de repos éternel ».

Nous assumons ce choix, tous groupes politiques confondus et nous en sommes fiers : notre majorité, qui rassemble des sensibilités chenevelières de gauche dans une union municipale, n'oublie pas l'Homme, avec un grand H, comme centre de ses préoccupations, a contrario de celles et ceux qui s'éloignent du centre de gravité humain pour répondre aux lobbies, à l'argent, à l'économie et à ses pouvoirs destructeurs.

T. FALCONNET – Merci, Mme CARLIER. Effectivement, cette question des petits-déjeuners reviendra dans le débat, et nous n'avons rien décidé, je le dis ce soir de manière très claire. Nous n'avons rien décidé, certainement pas des choses qui auraient été dessinées à la place de, ou contre les uns ou les autres. On prendra le temps de la réflexion et de la consultation.

Merci, Mme CARLIER, pour votre déclaration au nom de la majorité. Y a-t-il d'autres

interventions ? Je mets aux voix ce Budget supplémentaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Je vous remercie, ce rapport est adopté à la majorité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITÉ ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

6 - SERVICES COMMUNS : RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.) DU 11 AVRIL 2019 : APPROBATION – AUTORISATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION DE MISE EN PLACE DES SERVICES COMMUNS ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA VILLE DE CHENÔVE

Lors de sa séance du 8 avril 2019, le conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune à plusieurs services communs métropolitains, à savoir :

- service commun de la centrale d'achat(s) ;
- service commun de la commande publique ;
- service commun des affaires juridiques ;
- service commun des assurances ;
- service commun du droit des sols ;
- services communs des systèmes d'information et de la donnée (données numériques et système d'information géographique, architecture informatique, solutions applicatives et fonctionnelles).

La convention de mise en œuvre des services communs a été signée le 15 avril 2019 avec Dijon Métropole.

Ladite convention prévoit, dans son article 4, qu'un avenant relatif aux modalités de participation financière de la commune au fonctionnement des services communs sera soumis à l'approbation du Conseil municipal dans le courant de l'année 2019, sur la base d'une évaluation réalisée par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Lors de sa séance du 11 avril 2019, la CLECT a défini, à l'unanimité des membres présents ou représentés, le coût estimatif de chacun des services communs, ainsi que les modalités de sa répartition entre les communes, leurs CCAS et la Métropole.

Le rapport de la CLECT, joint en annexe de la présente délibération, est organisé comme suit :

- **Contexte de création et périmètre des services communs.**
- **Conséquences de la création de services communs – cadre juridique et financier applicable** : un avenant relatif aux modalités de participation financière au fonctionnement des services communs créés, sera proposé au Conseil Métropolitain dans le courant de l'année 2019, après réunion de la CLECT.
- **Évaluation du coût des services communs en année pleine** : Coût total des services communs : 12 921 681 €. La participation de chaque commune au coût global des services communs sera imputée sur l'attribution de compensation, soit - 51 587 € pour Chenôve et son CCAS, à compter de 2020.
- **Évaluation du coût des services communs pour l'année 2019** : Coût total des services communs : 12 599 371 €. Les effets sur l'attribution de compensation 2019 pour Chenôve et son CCAS sont évalués à - 34 387 €.
- **Échéancier prévisionnel actualisé de l'attribution de compensation** :
Pour Chenôve, en euros :

AC 2017 définitive	AC 2018 définitive	AC 2019	AC 2020	AC 2021	AC 2022	AC 2023	AC 2024
-----------------------	-----------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

6 102 867	6 082 247	6 035 889	6 006 717	5 994 746	5 982 774	5 970 802	5 958 831
AC 2025	AC 2026	AC 2027	AC 2028	AC 2029	AC 2030 à 2039	AC 2040	AC 2041 et suivantes
5 946 859	5 934 888	5 922 916	5 910 945	5 898 973	5 887 002	5 887 002	5 887 002

- **Contractualisation de Dijon Métropole avec l'État sur les dépenses de fonctionnement – montants à retraiter :**

Dans le cadre de la contractualisation avec l'État, 8 491 553 € devront être déduits/retraités des dépenses réelles de fonctionnement de la Métropole au titre de l'année 2019, correspondant à la valorisation des personnels transférés par six communes dans le cadre de la création des services communs.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'État, 8 797 044 € devront être déduits/retraités des dépenses réelles de fonctionnement de la Métropole au titre de l'année 2020, correspondant à la valorisation des personnels transférés par six communes dans le cadre de la création des services communs.

- **Vote du rapport par la CLECT : POUR : 26 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0.**

Sur la base du rapport d'évaluation de la CLECT, il est proposé d'approuver les montants de la participation de la commune de Chenôve au financement des services communs, à savoir :

- 34 387 € pour la seule année 2019 ;
- 51 587 €, en année pleine, à compter de 2020.

Afin de limiter les flux financiers croisés entre les parties, et comme le prévoyait la convention susvisée du 15 avril 2019, il est proposé que la ville de Chenôve prenne directement à charge la quote-part du coût du service commun relevant de son CCAS.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales et à la convention signée avec Dijon Métropole, cet ajustement se traduira, jusqu'au terme du dispositif contractuel, par un ajustement annuel de l'attribution de compensation de la commune.

Enfin, il convient également de modifier la rédaction de l'article 4 de la convention par la conclusion d'un avenant n°1, dont le projet est annexé au présent rapport.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2,

Vu le rapport d'évaluation des charges transférées approuvé le 11 avril 2019 par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT),

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, sur la base du rapport de la CLECT du 11 avril 2019, le montant de la participation financière de la commune au coût des services communs auxquels elle adhère, soit :

- 34 387 € pour la seule année 2019 ;
- 51 587 € en année pleine à compter de 2020 ;

Cette participation financière sera imputée sur l'attribution de compensation versée par Dijon Métropole à la commune.

ARTICLE 2 : D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de mise en place des services communs, annexé à la délibération, et d'autoriser M. le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme DAL MOLIN va nous parler de la CLECT. Vous avez la parole.

C. DAL MOLIN – Merci, M. le Maire. Mes chers collègues, c'est une délibération qui fait suite à une opération dont nous avons déjà largement parlé dans les bureaux municipaux.

Présentation de la délibération par Claudine DAL MOLIN.

T. FALCONNET – Merci, Mme DAL MOLIN. Chacun aura compris que vous interveniez à la fois en votre qualité de conseillère municipale déléguée, mais aussi en votre qualité de conseillère métropolitaine. Je vous remercie de suivre ce dossier très technique, qui nécessite beaucoup d'attention et beaucoup de suivi. Parce que la CLECT se réunit régulièrement, et en fonction des évolutions, il faut être vigilant, parce que même si l'on travaille dans une parfaite relation de confiance avec la Métropole, il peut aussi arriver qu'il y ait des choses à dire lors des commissions des charges transférées. Heureusement que ça se passe mieux entre la Métropole et les communes que ça ne se passe entre Dijon Métropole et le Département de la Côte-d'Or.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je le dis, la Ville est gagnante. Très largement gagnante. Mme RICHARD ! Je m'étais inquiété que vous n'interveniez pas sur ce sujet. Vous avez la parole.

S. RICHARD – Je pense que vous ne serez pas surpris de notre vote d'abstention sur ce rapport, qui est la traduction financière de ce qu'on a voté lors du Conseil municipal du 8 avril dernier, sachant que j'ai réitéré cette position d'abstention au Conseil métropolitain.

T. FALCONNET – C'est vrai. Je vous en ai même fait la remarque. C'est une position cohérente entre l'avenue du Drapeau et la place Pierre Meunier. Très bien. D'autres interventions ? Je mets donc aux voix ce rapport de la CLECT. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Je vous remercie, il est adopté à la majorité. Il sera également voté en Conseil métropolitain, jeudi soir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITÉ ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

7 - DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2018

La Ville de Chenôve perçoit la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS), issue de la loi n° 91-429 du 13 mai 1991, modifiée par la loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, la loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005, ainsi que la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017.

La DSUCS est attribuée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Elle se concentre plus particulièrement sur les communes disposant de populations résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et/ou en zone franches urbaines (ZFU).

Un classement des communes de plus de 10 000 habitants est effectué chaque année. Les critères pris en compte pour ce classement sont les suivants :

- le potentiel financier de la collectivité,
- le nombre de logements sociaux,
- le nombre de personnes bénéficiant des allocations logement,
- le revenu par habitant.

Depuis la loi de finances pour 2017, les conditions de répartition de la DSUCS ont été modifiées afin de mieux cibler les bénéficiaires. Ainsi, la pondération du critère « revenu par habitant » a augmenté et la pondération du critère « potentiel financier » a diminué, favorisant le classement de la ville de Chenôve parmi les communes éligibles. En outre, le nombre de communes éligibles a été réduit et la masse disponible au titre de la progression de la DSUCS est désormais répartie entre toutes les communes éligibles, au prorata de leur population.

En 2018, les données de la commune, comparées aux moyennes nationales, ont positionné la ville de Chenôve au 140^e rang sur 686 communes éligibles.

L'attribution de la DSUCS, en 2018, s'élevait à 3 835 794 €, en progression de 4,07 % par rapport à 2017, soit une augmentation de 149 968 €. Le taux de progressivité aurait, toutefois, tendance à diminuer, puisque la progression était supérieure à 7 % depuis 2015. Pour mémoire, il convient de rappeler que la commune a également subi, en 2018, une importante diminution de la dotation forfaitaire (- 10%) , afin de financer l'effort de solidarité vers les communes les moins favorisées.

Conformément à l'article L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la ville doit présenter, chaque année, un rapport sur les actions de développement social urbain et les conditions de leur financement.

La loi précise que la dotation doit contribuer à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines, notamment par le développement de « services collectifs de proximité » et par des aides ciblées. Dans un contexte de contraction de recettes, cette dotation constitue un levier financier significatif sans lequel la commune ne pourrait poursuivre, développer ou accompagner des actions destinées à apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques de sa population la plus fragilisée et d'atténuer les inégalités.

L'intervention de la commune se décline selon plusieurs axes :

- actions de coordination,
- développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance,
- soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la jeunesse,

- promotion de l'insertion sociale et professionnelle,
- sensibilisation à la culture et à l'éducation artistique,
- adaptation de l'accueil ou des services au public,
- soutien apporté à des organismes sociaux et à des associations contribuant à faciliter l'accès à des activités de loisirs,
- amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants avec des travaux d'aménagement et des travaux importants réalisés dans le cadre de l'opération de centralité qui contribuent au renouvellement urbain du quartier du Mail.

Le détail et le coût de ces actions, organisées par la Ville ou en partenariat, sont présentés dans le tableau joint en annexe.

Vu l'article L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau annexé,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice 2018 et les conditions de leur financement.

T. FALCONNET – M. BERNARD, pour un point sur la DSUCS. Vous avez la parole.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD, de cette présentation et de votre engagement dans ce dossier, comme dans d'autres. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette dotation, l'utilisation de la DSU ? Il vous est demandé de prendre acte sur ce dossier.

Le jour où on ne touchera plus de DSU, ça voudra dire que la situation de Chenôve se sera très largement améliorée. Je le dis, je préférerais que notre DSU baisse.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

8 - GYMNASE DU MAIL – CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Localisé au nord du grand ensemble, le gymnase du Mail et son plateau sportif en libre accès constituent un pôle d'équipements publics à vocation sportive très fréquenté (75 000 usagers par an) par les habitants du quartier et par l'ensemble des Chenevelières et des Cheneveliers.

Depuis sa construction en 1975, les installations intérieures du gymnase ont régulièrement fait l'objet de travaux de maintenance et d'entretien. Néanmoins, n'ayant jamais bénéficié de gros travaux notamment en matière de performance énergétique, l'équipement est aujourd'hui à « bout de souffle » et nécessite une rénovation globale.

Conformément aux orientations du contrat de ville de Dijon Métropole, cette opération s'inscrit dans une politique globale d'amélioration de la qualité et de l'attractivité des équipements publics (pilier "cadre de vie, renouvellement urbain") et participe au renouvellement urbain du nord du quartier du Mail (aménagement du "Petit Mail", requalification du secteur Kennedy...).

L'étude de programmation urbaine et architecturale confiée au cabinet AGORA montre que la structure du bâtiment (charpente, toiture...) et les contraintes liées à l'activité (continuité des saisons sportives, absence de repli sur d'autres sites...) ne permettent pas d'envisager une opération de rénovation/restructuration en site occupé. En conséquence, il est envisagé de construire un nouveau gymnase avant de démolir l'équipement actuel.

L'opération dont la synthèse du programme est annexée à la présente délibération consiste à construire un gymnase omnisports dédié à la pratique des sports collectifs et permettant l'accueil de compétitions de niveau national notamment de basket-ball. L'équipement développera une surface couverte d'environ 1.900 m² accueillant :

- une halle sportive avec une aire de jeu d'environ 800 m², des gradins fixes et amovibles pouvant accueillir au moins 350 personnes,
- des locaux servants (vestiaires, douches, sanitaires...),
- des locaux à vocation logistique et de rangement,
- des espaces réceptifs (accueil, loge gardien, bureaux, salles de réunion et de réception...),
- des locaux techniques (chauffage, traitement de l'air...).

Pour la réalisation de cette opération, il convient de lancer une procédure de concours restreint pour la prestation de maîtrise d'œuvre. A l'issue de l'appel à candidatures, trois équipes seront sélectionnées, après avis du jury, pour établir un projet d'un niveau "esquisse".

Le jury, présidé par M. le Maire ou son représentant, sera composé :

- des membres de la Commission d'Appels d'Offres,
- de 2 personnes représentant la Fédération Française de Basket-ball,
- de 4 maîtres d'œuvre.

Le planning prévisionnel prévoit un démarrage des travaux au premier trimestre 2021 pour une livraison en 2023.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération (travaux de construction, travaux de démolition, aménagement des abords, honoraires divers...) est estimée à 5 062 000 € HT (valeur avril 2019).

La ville de Chenôve sollicitera, au taux maximum, l'ensemble des subventions susceptibles

d'être accordées au titre de la présente opération.

Vu la synthèse du programme joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la synthèse du programme de restructuration du gymnase du Mail et de ses abords,

ARTICLE 2 : D'arrêter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 5 062 000 € HT,

ARTICLE 3 : De dire que le financement de l'opération sera assuré sur les crédits ouverts au budget des exercices 2019 et suivants,

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à engager la procédure de concours restreint pour la désignation du maître d'œuvre,

ARTICLE 5 : De fixer à 18 000 € HT le montant de la prime versée à chacun des candidats admis à participer au concours, sous réserve qu'ils aient émis une offre conforme au règlement de consultation,

ARTICLE 6 : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la réalisation de tout ou partie des travaux (permis de construire...),

ARTICLE 7 : De solliciter l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées pour la réalisation de cette opération,

ARTICLE 8 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme POPARD, on vient de parler de recettes, vous allez engager des dépenses. Vous avez la parole.

B. POPARD – Avec grand plaisir.

Présentation de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Pour 18 000 €, c'est plus qu'une esquisse, c'est un pré-projet. Parce que, je sais que dans la salle il y a des gens qui sont très attentifs à l'utilisation des deniers publics, donc je ne voudrais surtout pas laisser penser que c'est un petit dessin sur un coin de table, et que cela coûte 18 000 €. C'est plus compliqué que ça. Voilà, c'est un beau projet. C'est un projet de réinstallation d'une salle multi-sports dans le quartier politique de la ville, c'est aussi une réponse à un besoin des écoles, du Basket Club de Chenôve, et puis ça permet aussi de régler un certain nombre de questions liées à la

dépense énergétique, et là je ne parle pas des sportifs, je parle du bâtiment en lui-même. Il y fait très chaud l'été. Samedi soir, on n'y est pas restés plus de cinq minutes, et pourtant je ne suis pas sportif et je ne jouais pas au basket. Et l'hiver, cela coûte très cher en fluides. C'est un investissement vertueux. Dans le cahier des charges, c'est un bâtiment haute qualité environnementale, si possible énergie positive, et ainsi de suite. Donc on est vraiment dans la haute qualité de construction.

Et les gymnases sont très bien subventionnés. On devrait obtenir bon nombre de recettes. On a déjà obtenu une subvention de la Région via Dijon Métropole, grâce à la vigilance du Directeur général des services et au vice-président Eric HOULLEY. Et puis le conseiller départemental et la conseillère départementale, que je salue également, se sont engagés à soutenir la demande de subvention auprès de M. SAUVADET. Il vaut mieux que j'aie des intermédiaires en ce moment, parce que, pour obtenir une subvention, ça sera peut-être difficile. Je compte sur vous pour être les *go-between*. On est un peu en froid, depuis quelque temps...

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

JEUNESSE ET SPORT

9 - SÉJOURS SPORTIFS MUNICIPAUX : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ACTIVITÉS

Par délibération n° 61 en date du 14 mai 2012, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur relatif aux activités sportives municipales qu'il a ensuite modifié, par les délibérations en date du 11 mai 2015 et du 22 mai 2017 afin d'intégrer de nouvelles activités.

Compte tenu de l'évolution des activités proposées par la direction des Sports, Loisirs et Jeunesse de la commune de Chenôve, il apparaît nécessaire de modifier ledit règlement intérieur pour faciliter l'inscription et le paiement des activités par les usagers.

Il convient de préciser que les modifications proposées à ce règlement concernent plus particulièrement :

- la dénomination des activités,
- les modalités d'inscription et de paiement, avec la possibilité de régler les inscriptions en ligne via l'espace citoyen et/ou par carte bancaire,
- le règlement des activités au moment de l'inscription,
- la possibilité de régler les séjours et centres de vacances en plusieurs fois.

Vu le projet de règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les modifications du règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux conformément aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme POPARD, toujours. Vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette modification du règlement intérieur ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

10 - RETRAIT DE LA COMMUNE DE COUCHEY DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU (SIPLASUD)

Créé en 1975, le Syndicat du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) dont l'objet est la préservation et la mise en valeur des milieux naturels du plateau exerce ses compétences sur un territoire couvrant cinq communes : Chenôve, Corcelles-les-Monts, Couchey, Dijon et Marsannay-la-Côte.

Par délibération du 19 novembre 2018, la commune de Couchey a exprimé sa volonté de se retirer du SIPLASUD en raison de son rattachement à la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges qui lui permet, notamment, de bénéficier des interventions des animateurs du réseau Natura 2000 pour la gestion des espaces naturels.

Par délibération du 26 mars 2019, le comité syndical du SIPLASUD a approuvé le retrait de la commune de Couchey du SIPLASUD.

En application des dispositions de l'article L.5211-19 du code général des collectivités territoriales, qui stipule que le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux des communes membres, le Président du SIPLASUD a sollicité, par courrier du 10 avril 2019, l'avis du conseil municipal de Chenôve.

Vu l'article L.5211-19 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°11-11/2018 de la commune de Couchey en date du 19 novembre 2018,

Vu la délibération n°2019/2 du SIPLASUD en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le retrait de la commune de Couchey du Syndicat du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. BERNARD présente cette délibération sur le syndicat dont je suis le président. M. BERNARD, vous avez la parole.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ou de précision ? Voilà, c'est une décision souveraine de la commune de Couchey que nous entérinons et que toutes les communes membres du SIPLASUD doivent entériner dans chacun de leur conseil municipal.

Je ne vois pas de demande d'intervention, donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

CULTURE

11 - CONVENTION TRIPARTITE CINÉMA POUR L'ANNÉE 2019 ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (F.R.M.J.C.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ ET LA M.J.C. DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve, la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture de Bourgogne-Franche-Comté (F.R.M.J.C) et la M.J.C de Chenôve partagent la nécessité de promouvoir les expressions cinématographiques sur le territoire de la commune. À ce titre, la ville de Chenôve est inscrite depuis plusieurs années dans le circuit itinérant « Les Tourneurs 21 ».

Cette activité culturelle a pour but la diffusion de films au plus grand nombre dans des conditions professionnelles. Une convention tripartite est proposée chaque année pour fixer les modalités logistiques et financières de ce partenariat.

À travers cette convention, la ville de Chenôve s'engage à soutenir la Fédération Régionale des M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté dans la réalisation de cette action par la mise à disposition de moyens (salle de projection) et par la participation aux frais propres à l'activité.

Ainsi pour l'exercice 2019, le montant de la participation de la ville de Chenôve est fixé à 4 867,88 €, conformément à la grille tarifaire jointe à la convention.

La M.J.C. de Chenôve est chargée d'organiser des projections de cinéma, la promotion des séances et l'accueil du public.

Vu le projet de convention et son annexe joints à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite cinéma 2019 entre la F.R.M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté, la M.J.C de Chenôve et la ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous passons à une délibération culturelle, avec Mme CROS. C'est une autorisation de signature, et nous la signons tous les ans. Mme CROS, vous avez la parole.

M-P. CROS – Je vous remercie, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette convention habituelle, annuelle ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

12 - CARTE AVANTAGES JEUNES – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le dispositif « Carte Avantages Jeunes » est une action du Centre Régional d'information Jeunesse (C.R.I.J.) de Bourgogne-Franche-Comté. Il est destiné à tous les jeunes âgés de moins de 30 ans le jour de l'acquisition de la dite carte

Celle-ci est vendue au prix de 8 € par le C.R.I.J. et elle est valable du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante. Ce dispositif permet aux jeunes d'obtenir des réductions et des gratuités dans les domaines de la culture, des loisirs, des sorties et de la vie pratique. Il participe activement au développement de la prise d'initiative et de la responsabilité des jeunes. Il permet d'impulser des pratiques culturelles et sportives en favorisant leur accès et en cherchant à les rendre habituelles.

Par délibération n° DEL_2018_056, la ville de Chenôve a adhéré à ce dispositif dès son lancement en Bourgogne, en septembre 2018, car il permet notamment d'augmenter la visibilité du Cèdre et de son offre culturelle. L'adhésion à ce dispositif est gratuite.

Pour poursuivre l'intégration du Cèdre au sein du paysage culturel régional et soutenir l'accès à la culture des jeunes en complémentarité avec la Carte Culture Étudiant portée par la Métropole, il est proposé au Conseil municipal que la ville de Chenôve renouvelle son adhésion au dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté.

Vu le projet de convention mentionné ci-dessus,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la signature des conventions de partenariat entre la ville de Chenôve et le C.R.I.J. dans le cadre du dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CROS, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? C'est là aussi un renouvellement de convention. Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Juste une précision, néanmoins importante. Pour vous signaler qu'il y a eu une fusion quand même entre le CRIJ Bourgogne et le CRIJ Franche-Comté en juin 2018, et on parle désormais de CRIJ Bourgogne-Franche-Comté, qui est présidé par M. Denis LAMARD. Donc ce serait peut-être bien qu'on puisse le corriger dans la délibération, puisqu'il en est fait état dans la convention qui est jointe en annexe.

M-P. CROS – Oui, effectivement.

T. FALCONNET – D'accord. Comme la Bourgogne n'existe plus... Merci, Mme RICHARD, pour cette précision. On proposera une délibération amendée pour son transfert au contrôle de légalité.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

13 - CONVENTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET CONTRAT TERRITOIRE LECTURE 2019-2022 : AUTORISATION DE SIGNATURE

Le Contrat de ville 2015-2020 a été signé le 6 juillet 2015 par l'État, le Grand Dijon, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le Rectorat, les communes de Chenôve, Dijon, Longvic et Quetigny, les bailleurs sociaux, la Caisse d'allocations familiales, l'Agence Régionale de Santé, Pôle Emploi et la Caisse des dépôts et consignations. Il a été prorogé par l'État jusqu'en 2022.

Le diagnostic du pilier « cohésion sociale » du Contrat de ville a mis en évidence la présence en nombre d'équipements culturels et de structures associatives dans les quartiers prioritaires et de veille de la Politique de la ville. Si à Chenôve on se félicite d'une fréquentation réelle des équipements culturels par les habitants du quartier prioritaire, les besoins de médiation culturelle sont toujours d'actualité sur ces territoires et notamment au sein du quartier du Mail.

C'est pourquoi, pour organiser différents modes de médiation, une Convention Culture et Territoires ainsi que son annexe, le Contrat Territoire Lecture, ont été signés le 29 septembre 2016 entre le Ministère de la Culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté), l'Éducation nationale (Rectorat de l'Académie de Dijon) et la Communauté urbaine du Grand Dijon, pour la période 2016-2018.

Inscrits dans le cadre d'une politique nationale partenariale initiée entre le Ministère de la culture et de la communication, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère chargé de la Ville, cette convention et ce contrat témoignaient de la volonté des signataires de définir une stratégie commune de développement de l'action culturelle pour et avec les habitants des quartiers Politique de la ville.

La Convention Culture et Territoires 2016 – 2018 a permis de :

- Poser les bases d'un projet culturel appliqué à la Politique de la ville, en déterminant des objectifs et des dispositifs communs en matière culturelle ;
- Élaborer des diagnostics partagés de la lecture publique et de l'offre numérique dans les quartiers prioritaires ;
- Favoriser la mutualisation des moyens, des actions et des ressources en encourageant des pratiques de collaboration ;
- Accompagner et soutenir des associations culturelles structurantes du Contrat de ville par la signature de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens.

Les actions conduites en 2016 – 2018 via le Contrat Territoire Lecture ont permis de :

- Fédérer le réseau des bibliothèques présentes au cœur ou à proximité des sept quartiers Politique de la ville métropolitains ;
- Instaurer une dynamique forte et nouvelle entre les enseignants et les bibliothécaires autour de la co-construction de projets partagés, en lien avec l'éducation artistique et culturelle ;
- Mettre en valeur l'axe primordial de la parentalité dans les actions conduites, pendant et hors du temps scolaire ;
- Déterminer des problématiques liées à l'accès aux ressources numériques, à l'analyse des images et à l'usage d'internet pour les plus jeunes.

La Convention Culture et Territoires et le Contrat Territoire Lecture étant arrivés à échéance fin 2018, il vous est proposé d'approuver :

- **D'une part, la Convention de Coopération Culturelle 2019 - 2022** qui a pour objectif de poursuivre le travail engagé et de renforcer les actions entreprises dans le cadre de la précédente Convention Culture et Territoires. C'est pourquoi la Ville de Dijon et les trois

autres communes de la Politique de la ville, à savoir Chenôve, Longvic et Quetigny en sont désormais signataires aux côtés de Dijon métropole, de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté et de l'Éducation nationale.

Par cette convention, la ville de Chenôve, tout comme l'ensemble des partenaires, s'engagent à :

- Concourir ensemble à un développement culturel durable et harmonieux des quartiers Politique de la ville ;
- Renforcer le sentiment d'appartenance à une véritable communauté de destin culturel ;
- Mettre en œuvre des actions promouvant la culture et les arts en tant que leviers d'insertion dans les quartiers ;
- Favoriser l'émergence de tout contrat et/ou dispositif soutenant la création artistique et instaurant des pratiques visant à répondre aux besoins spécifiques des habitants.

- **D'autre part, le Contrat Territoire Lecture 2019 - 2022** qui constitue une déclinaison dans le champ de la lecture publique, de la Convention de Coopération Culturelle. Il a pour enjeu de poursuivre la structuration et la promotion de la lecture publique engagées en 2016 – 2018.

Par ce nouveau contrat, les partenaires souhaitent :

- Encourager et favoriser la collaboration entre les différents acteurs culturels, éducatifs et sociaux présents dans les quartiers ;
- Faciliter l'accès aux ressources culturelles et numériques pour tous les habitants ;
- Développer et renforcer les pratiques culturelles au sein des familles.

Le Contrat Territoire Lecture prévoit que le Ministère de la Culture (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté) et Dijon métropole apportent leur soutien financier à parité, pour les actions programmées dans ce cadre, à hauteur de 25 000 € par an pour la période 2019-2022.

Dijon métropole dédie un poste de chargée de mission qui a pour tâche d'assurer la coordination, l'animation et l'évaluation de la Convention de Coopération Culturelle et du Contrat Territoire Lecture pour la période 2019-2022.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention de Coopération Culturelle et le Contrat Territoire Lecture prévus pour la période 2019-2022, dans le cadre du Contrat de ville 2015-2022,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous passons maintenant à une convention de coopération culturelle sur un dossier très important également. Mme CROS, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Marie-paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Effectivement, contrat territoire lecture que nous nous apprêtons à renouveler dans le cadre de la politique culturelle d'accompagnement à la lecture. Je pense qu'il est important de continuer de lire. Bien, y a-t-il des demandes d'interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci de ce soutien à la lecture publique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

14 - BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS MITTERRAND – CONCOURS DE NOUVELLES : ATTRIBUTION DE PRIX

Dans le cadre de sa programmation culturelle, la bibliothèque François Mitterrand a reconduit son concours de nouvelles qui s'intitulera « *L'encre noire* ». La date limite de remise des textes a été fixée au 28 juin 2019. La date de la proclamation des résultats du concours est fixée au samedi 28 septembre 2019, sous réserve que le nombre de textes reçus soit suffisant à l'expression d'un palmarès, faute de quoi, le concours sera annulé.

Un jury, constitué de M. le Maire, Mme l'adjointe à la Culture, M. le Directeur des Affaires culturelles, de bibliothécaires et de trois usagers de la bibliothèque effectuera une sélection des meilleures créations selon les critères suivants :

- Adéquation avec le thème,
- Qualité littéraire,
- Originalité,
- Inventivité

Le jury décernera trois prix sous forme de livres :

- premier prix : un livre d'une valeur de 25 euros
- deuxième prix : un livre d'une valeur de 20 euros
- troisième prix : un livre d'une valeur de 15 euros

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'organisation du concours de nouvelles par la bibliothèque François Mitterrand, et de doter ce concours de récompenses aux auteurs lauréats du concours de nouvelles aux conditions précisées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CROS, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Si j'ai bien compris, on va être obligés de lire.

M-P CROS – Oui.

T. FALCONNET – Très bien. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce dossier ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

15 - SAISON CULTURELLE 2019-2020 – MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE

En complément de la délibération n° DEL_2018_059 du 28 mai 2018 relative à la nouvelle proposition de grille tarifaire de la saison culturelle 2018-2019, et dans la perspective de l'ouverture de la prochaine saison culturelle 2019-2020, il est proposé au Conseil municipal de reconduire cette grille tarifaire pour la saison 2019-2020. Toutefois, il est proposé de procéder à deux modifications de cette grille tarifaire :

- **d'une part, étendre le tarif « Scolaires »** aux élèves des établissements d'enseignements artistiques labellisés par le Ministère de la Culture, dans le cadre de sorties organisées par eux, avec gratuité pour l'enseignant et les accompagnateurs (maximum 5 par classe).

La Charte de l'enseignement artistique spécialisé du Ministère de la culture définissant les missions culturelles des établissements d'enseignement artistique, souligne, en effet, qu'ils doivent contribuer à la réduction des inégalités sociales d'accès aux pratiques culturelles à travers des actions de sensibilisation et d'élargissement des publics. Par ailleurs, la fréquentation de spectacles (arts dramatiques, danse, musique) fait partie intégrante des cursus de formation.

- **d'autre part, corriger le tarif « grand groupe 30 personnes et + »** selon le tableau suivant :

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D	Tarif E	Tarif F	Tarif en famille
Groupes 30 p. et +	10,00 €	12,00 €	17,00 €	22,00 €	27,00 €	32,00 €	8,00 €

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 Juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 Juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les modifications de tarifs proposées, applicables pour la saison culturelle 2019-2020, conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CROS, pour votre dernière délibération, vous allez nous présenter une délibération technique dont seul le directeur des affaires culturelles a le secret, une modification de la grille tarifaire. Allez à l'essentiel, s'il vous plaît, Mme CROS.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix cette nouvelle tarification qui est en fait un alignement des différents tarifs. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à

l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

16 - ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE (ANCGVM) : ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE

Fondée en 1919 par le vice-amiral Emile GUÉPRATTE, héros de la bataille des Dardanelles, à la suite de la création de la Croix de guerre 1914-1918, l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire (ANCGVM) rassemble aujourd'hui les personnes physiques et morales suivantes :

- Les soldats de tous grades, des armées de Terre, de l'Air, de la Marine et de la Gendarmerie nationale, cités, titulaires de l'une des décorations suivantes :
 - Croix de guerre 1939-1945
 - Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs
 - Croix de la Valeur militaire
 - Médaille de la Gendarmerie nationale avec citation
 - Médaille d'or de la Défense nationale pour citation sans croix
- Les unités militaires des trois armées et de la gendarmerie décorées d'une Croix de guerre et/ou de la Croix de la Valeur militaire,
- Les villes et communes décorées des Croix de guerre 1914-18 et/ou 1939-45,
- Les institutions civiles décorées d'une Croix de guerre 1914-18 et/ou 1939-45,
- et à titre associés leurs amis, alliés et sympathisants.

Le siège social de l'ANCGVM est à l'Hôtel National des Invalides à Paris.

Le 11 novembre 1948, le secrétaire d'État aux forces armées a cité la ville de Chenôve à l'ordre de la Division.

Chenôve a été citée comme une commune dont la population a fait preuve, au cours de l'occupation, du plus bel esprit national en apportant une aide efficace aux évadés et aux réfractaires et aux divers organismes de résistance active.

Chenôve a perdu onze de ses enfants déportés en Allemagne, dont son maire, arrêté au cours d'une manifestation patriotique.

Chenôve a été durement touchée en juillet et août 1944 par les bombardements aériens qui ont fait vingt-trois tués et cinquante-sept blessés parmi la population.

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec Étoile d'Argent.

Cette décision est affichée dans la salle du conseil municipal de la ville de Chenôve.

Le montant de la cotisation annuelle à l'association est de 150 euros.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire (ANCGVM) au titre des villes décorées de plus de 10 000 habitants,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET - M. Jean-Dominique BAGNARD va nous présenter une délibération qui a

trait à l'adhésion de la ville de Chenôve à l'association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire. Si vous regardez au fond de la salle, il y a des habitués de cette salle du conseil municipal, vous pouvez lire la citation et vous allez avoir l'explication de cette délibération. M. BAGNARD, vous avez la parole.

J-D. BAGNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Dominique BAGNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BAGNARD. Merci beaucoup, merci pour la présentation de cette délibération. Délibération que vous avez présentée avec émotion parce qu'effectivement, c'est l'histoire de notre ville et il est normal que nous ayons aussi cette dimension dans notre action publique. Et puis, je voulais vous remercier, M. BAGNARD, pour le travail très important de suivi du monde combattant. Vous êtes un fidèle des manifestations patriotiques, vous êtes aussi un fidèle des assemblées générales des associations d'anciens combattants. Je ne peux pas participer à toutes et je vous voudrais vous remercier également pour le suivi que vous faites avec d'autres associations, vous vous rendez régulièrement aux conférences organisées par la Fondation Maréchal de Lattre, par le Souvenir français. Merci. En plus, je sais que ce n'est pas forcément une inclination naturelle chez vous, donc vous avez fait beaucoup d'efforts et je voulais saluer ces efforts.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je vais la mettre aux voix. Qui est contre cette adhésion ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

17 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Je vais vous présenter maintenant les délégations que vous avez bien voulu me confier par délibération du Conseil municipal.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention, de précision sur les décisions que j'ai prises dans le cadre de la délégation que vous m'avez donnée ? Des fixations de tarifs, des marchés publics, du louage de choses et salles ? Pas de demande de précision ? Je vais donc vous demander de me donner acte de la présentation de ce rapport.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

18 - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX AUX PARTIS POLITIQUES, AUX ASSOCIATIONS À VISÉE POLITIQUE ET AUX SYNDICATS

Les communes ont la faculté de mettre des locaux à disposition d'un parti politique, d'une association ou d'une organisation syndicale selon les conditions habituelles d'usage des propriétés communales.

Les modalités de prêt de ces locaux sont codifiées par le Code général des collectivités territoriales qui dispose à l'article L2144-3 que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. Des locaux communaux peuvent également être mis à la disposition des organisations syndicales... »

Afin de garantir le respect du principe d'égalité dans le traitement des demandes quel que soit le bénéficiaire, et par anticipation des demandes de prêt liées à la prochaine campagne pour les élections municipales de 2020, il apparaît souhaitable de déterminer les conditions dans lesquelles de telles mises à disposition peuvent avoir lieu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de fixer les règles suivantes :

1. Règles applicables aux partis politiques, candidats et associations à visée politique :

Le Code électoral, modifié par la loi du 15 septembre 2017, prévoit notamment dans son article L.52-4 :

« Tout candidat à une élection déclare un mandataire conformément aux articles L. 52-5 et L. 52-6 au plus tard à la date à laquelle sa candidature est enregistrée. Ce mandataire peut être une association de financement électoral, ou une personne physique dénommée "le mandataire financier".

Le mandataire recueille, pendant les six mois précédant le premier jour du mois de l'élection et jusqu'à la date du dépôt du compte de campagne du candidat, les fonds destinés au financement de la campagne. »

L'article L.52-8 de ce même code prévoit que « les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. »

Depuis de nombreuses années, la jurisprudence considère cependant qu'« il n'y a pas lieu d'inclure dans les comptes de campagne les sommes correspondant à l'utilisation de salles mises gratuitement à disposition par les collectivités territoriales, dès lors que l'ensemble des candidats a pu disposer de facilités analogues. » (Conseil d'État – 8 juin 2009).

1-1. Avant le 1^{er} septembre 2019 :

Les partis politiques et les associations à visée politique ayant un adressage à Chenôve peuvent solliciter la mise à disposition de la salle Mesguis, 4 fois par mois maximum, dans la mesure où le planning d'occupation le permet, et bénéficient à ce titre de l'exonération des droits de location.

1-2. À compter du 1^{er} septembre 2019 :

Il est proposé qu'à compter du 1^{er} septembre 2019, soit la date à laquelle obligation est faite d'ouvrir les comptes de campagne et jusqu'au 1^{er} avril 2020, tout candidat disposant d'un

mandataire financier pourra bénéficier de la mise à disposition gratuite de l'une des salles suivantes dans la limite de 12 occupations et dans la mesure où les plannings le permettent :

- salle des fêtes Armand Thibaut, 2 place Pierre Meunier – 550 personnes
- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprêvotte – 100 personnes
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes
- escale Charcot, avenue du 14 juillet – 90 personnes
- espace François Mitterrand de la bibliothèque, place Coluche – 150 personnes
- gymnase Jules Ferry, rue Jules Ferry – 200 personnes
- gymnase Gambetta, rue Lamartine – 200 personnes
- gymnase du Mail, 4 rue Olympe de Gouges - 260 personnes
- gymnase Herriot, rue Edouard Herriot – 200 personnes

À compter du 1^{er} avril 2020, les conditions de mise à disposition des locaux municipaux redeviendront celles qui ont été exposées au paragraphe 1.1 de la présente délibération.

2. Règles applicables aux organisations syndicales :

Les syndicats ayant une section locale à Chenôve bénéficient de la mise à disposition gratuite une fois par an de l'une des salles suivantes pour l'organisation d'une manifestation dans la mesure où les plannings d'occupation le permettent :

- salle des fêtes Armand Thibaut, 2 place Pierre Meunier – 550 personnes
- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprêvotte – 100 personnes
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes
- escale Charcot, avenue du 14 juillet – 90 personnes

3. Modalités de mise à disposition :

3-1 Demandes de réservation :

La Maison de la Vie Associative (MVA) est chargée du traitement des demandes de réservation qui sont adressées à M. le Maire et transmises par courriel à : mva@ville-chenove.fr.

3-3. Règlements intérieurs et aménagement des salles :

Les utilisateurs appliquent les règlements intérieurs des salles municipales et équipements sportifs municipaux qui leur sont notifiés.

L'aménagement des salles est réalisé avec le mobilier disponible et les locaux doivent être remis en état avant le départ des bénéficiaires.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les règles et le principe de gratuité pour la mise à disposition de locaux communaux aux partis politiques, aux associations à visée politique et aux organisations syndicales aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme POPARD, vous allez nous présenter une délibération importante, à la fin j'allais dire, au début de l'été et à l'aube d'une période qui va être riche en débats

politiques. Vous avez la parole, Mme POPARD.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. On va laisser passer pour cette fois-ci, mais j'aimerais que le terme de « gratuité », cela a été dit tout à l'heure, n'intervienne plus dans nos délibérations, parce que c'est laisser penser que c'est gratuit. Moi, j'aimerais adopter les règles et le principe de « non facturation » pour la mise à disposition de locaux communaux, parce que ce n'est pas une gratuité. On en reparlera, mais on va laisser en l'état, bien évidemment, et je n'avais qu'à lire la délibération avant dans ses détails. C'est déjà fait, on le fait déjà mais là, on met une règle, on pose une règle et comme ça, les choses ne seront pas discutables ou contestables dans une période où les discussions et les contestations ne manqueront pas d'arriver.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? M. AMODEO, vous avez la parole.

M. AMODEO – Dans votre propos, vous défiez le terme de gratuité par facturation, est-ce qu'il n'est pas possible, ça ne prend pas beaucoup de temps, de voter cette proposition plutôt que de la reporter une autre fois ?

T. FALCONNET – Il faudra qu'on trouve une formule. M. le Directeur général des services me rappelle à mes devoirs, il a raison. Y a-t-il d'autres demandes de précision ? Non ? Eh bien, on va mettre aux voix. Alors si, une précision, il faudra qu'on soit très précis sur la question des associations à visée politique. C'est-à-dire qu'une association qui se déclarera, par exemple caritative, pour moi, elle n'est pas à visée politique, donc si elle n'est pas à visée politique, on ne lui appliquera pas les règles et ça je pense qu'il faut que ça passe par le cabinet du Maire pour une double validation. Qu'on n'ait pas de soucis après, de respect du parallélisme.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES

26 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

19 - RÉGULARISATION JURIDIQUE ET FONCIÈRE DE LA PARCELLE CADASTRÉE A75

L'association EQUI-SENS accompagne depuis plus de 15 ans des personnes en situation de handicap psychique, physique, relationnel ou en souffrance, dans le cadre d'objectifs thérapeutiques ou de loisirs avec le cheval comme partenaire privilégié. Les effets bénéfiques de cet accompagnement sont reconnus par les professionnels de santé.

Afin de permettre à l'association EQUI-SENS de développer son activité et de s'installer à proximité du Cercle Hippique Dijonnais, la Ville a établi le 28 décembre 2016, une promesse de bail à construction avec la dite-association, sur la parcelle cadastrée A75 d'une surface de 0,3645 ha.

Cette parcelle sur laquelle s'est construit un centre équestre, est rattachée au régime forestier par la parcelle mère A15.

Bien que cette parcelle n'était pas boisée à l'origine, mais constituée par une lande, il est aujourd'hui juridiquement nécessaire de réaliser une régularisation foncière en demandant à l'Office Nationale des Forêts (ONF), sa distraction du régime forestier.

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De demander la distraction du Régime Forestier de la parcelle A75,

ARTICLE 2 : De charger l'Office National des Forêts d'instruire le dossier nécessaire,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET - M. RAILLARD, vous avez la parole.

L. RAILLARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD, pour cette présentation à la fois rapide et très précise de cette délibération. Y a-t-il des demandes d'intervention sur la distraction forestière de la parcelle ? Non ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

20 - ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE LAPRÉVOTE : AUTORISATION DE CESSION DU LOT 2 ET DE LA PARTIE B DU LOT 3

Par délibération n° DEL_2017_123, en date du 18 décembre 2017, la commune de Chenôve a autorisé la vente à M. Thibaut TISSIER, du lot 2 et la partie B du lot 3 d'un ensemble immobilier (voir plan joint), sis 2 place Laprévote dans le vieux village, pour un montant de 115 000 €.

M. TISSER s'étant désisté, une nouvelle offre, d'un montant de 125 000 €, a été présentée par M. Abdellatif ES SABOUNI, en date du 11 mars 2019.

Cette cession pourrait être consentie pour un montant de 125 000 €, légèrement supérieur à l'estimation de France Domaine du 26 juin 2017.

Les frais liés à l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, un compromis de vente serait signé dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la présente délibération devenue exécutoire. Ce compromis présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également les acquéreurs sous réserve d'éventuelle(s) condition(s), notamment suspensive(s).

Il convient de préciser qu'à défaut d'accord et de signature corrélative dudit compromis dans le délai indiqué ci-dessus, la commune serait libérée de tout engagement envers M. Abdellatif ES SABOUNI. Elle pourrait en conséquence remettre le bien en vente.

Vu l'article L.2241-1 du code des collectivités territoriales,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de ces lots désignés ci-dessus aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés correspondant,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. RAILLARD, vous avez à nouveau la parole.

L. RAILLARD – Oui, merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Juste une explication de vote pour dire qu'on s'abstiendra sur cette

délibération, pour être en cohérence avec notre vote d'abstention lors du Conseil municipal du 18 décembre 2017.

T. FALCONNET – Très bien. Merci, Mme RICHARD. Donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions, Mme RICHARD et M. ESMONIN.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITÉ ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

SOLIDARITE

21 - SOCIÉTÉ DIJONNAISE D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL (SDAT) – DISPOSITIF INTER SOCIAL CHENÔVE – PROROGATION DE LA CONVENTION CADRE 2016-2019 : AUTORISATION DE SIGNATURE

La Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT), association œuvrant en faveur des personnes les plus démunies, réalise depuis de nombreuses années des actions destinées à favoriser l'accès de ces personnes aux services de logement, de santé, d'insertion sociale et professionnelle existants.

Sur le territoire de la Métropole dijonnaise, cinq actions ont été identifiées par l'État, le Conseil départemental, la Métropole, la ville de Dijon, le CCAS de Dijon, la ville de Chenôve, le CCAS de Chenôve et l'Agence Régionale de Santé.

Ces actions, sont identifiées sous les intitulés suivants :

- ACOR Centre-Ville
- ACOR Grand Dijon
- INSER SOCIAL Chenôve
- Centre de Santé Polyvalent-Antenne d'accueil médical
- Espace Permanent d'Insertion (EPI)

La ville de Chenôve cofinance exclusivement le dispositif INSER'SOCIAL Chenôve, avec le Conseil départemental, la Métropole (dans le cadre du contrat de ville), et l'État.

Ce dispositif recouvre des actions d'accompagnement social individualisé auprès d'un public logé en milieu ordinaire. Les personnes accompagnées par ce dispositif habitent Chenôve au moment de leur prise en charge. Une partie des moyens d'INSER'SOCIAL Chenôve (notamment les locaux et l'encadrement) sont mutualisés avec le dispositif ACOR Grand Dijon, qui intervient avec les mêmes missions sur les autres communes de la Métropole.

Le public visé est constitué de personnes majeures, en situation d'exclusion sociale générée par de multiples difficultés sociales et médico-sociales, pour lesquelles les interventions sociales de droit commun ont atteint leurs limites. Un maximum de soixante personnes sont accompagnées en file active.

Le CCAS de Chenôve coordonne le dispositif. Il s'assure de la bonne réalisation de la mission et du respect des procédures de fonctionnement.

La convention, qui fixe les principes et moyens de l'intervention de la SDAT, a été signée pour trois ans et a pris fin au 31 décembre 2018. Les co-financeurs des différents dispositifs liés à la convention ont souhaité une prorogation de la convention pour une année, dans l'attente d'une décision concernant le transfert des compétences en matière d'action sociale du Département vers la Métropole dijonnaise.

Concernant le dispositif INSER'SOCIAL Chenôve, la prorogation d'un an reconduit l'action et son financement à l'identique pour un budget annuel total de 190 062 €, réparti comme suit :

- Ville de Chenôve : 60 000 €
- Conseil Départemental : 40 132 €
- Métropole : 49 430 €
- État : 40 500 €

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention cadre 2016-2019 jointe en annexe,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et

citoyenneté du 11 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la prorogation de la convention cadre 2016-2019 définissant les principes et les moyens de l'intervention de la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT) relatives aux actions mises en place sur le territoire de Dijon Métropole,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET - Dernière délibération ce soir, parce qu'il n'y a pas eu de questions orales qui nous ont été adressées. Mme JACQUOT va clore ce Conseil municipal par une délibération pour proroger la convention cadre. Vous avez la parole, Mme JACQUOT.

Lecture de la délibération par Christiane JACQUOT.

T. FALCONNET – Merci, Mme JACQUOT. Y-a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas. C'est une délibération que nous votons tous le ans, donc je vais la mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITÉ ces propositions par :

VOTES
26 POUR

T. FALCONNET – C'est la fin de notre conseil municipal. Je vous donne rendez-vous le 6 juillet pour la commémoration des bombardements de juillet 1944 et de septembre 1944, notamment le bombardement du tacot, d'ailleurs si vous lisez la citation, ils sont cités dans l'affiche qui est au fond de la salle. Et ensuite, le 13 et le 14 juillet pour la Fête Nationale. Je vous indique d'ores et déjà que vous n'aurez peut-être pas la chance cette année, rien n'est décidé, d'avoir un feu d'artifice parce que les sapeurs-pompiers sont très inquiets sur le risque d'incendie suite à une sécheresse déjà très importante et les nappes sont très basses. Donc les sapeurs-pompiers laissent aux maires l'appréciation de tirer ou non le feu d'artifice. Vous ne serez pas surpris si cette année le traditionnel feu d'artifice n'est pas tiré, mais là aussi, aucune décision n'est encore prise.

Je vous souhaite une bonne soirée mes chers collègues, en regrettant cet incident de début de conseil et puis en saluant le public pour leur présence fidèle et chaleureuse en cette journée de début de canicule. Bonne soirée à vous.

La séance est levée à 21 h 27.




Thierry FALCONNET